

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MERCREDI 17 MAI 1978 - N° 698

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

PREMIERES REPONSES AU PLAN BARRE

Ce mardi était le dernier jour pour verser le deuxième tiers provisionnel à Barre. C'était aussi celui de nouvelles hausses de tarif, tabac, timbre et en attendant celles de l'essence.

Mais ce troisième plan Barre ne va pas tout seul pour la bourgeoisie. Les Terrin, les Boussac, sont bien décidés à ne pas laisser supprimer leur emploi : à ne pas laisser faire le silence sur la liquidation de leurs entreprises. Comme l'ont manifesté les ouvriers et les ouvrières des Vosges montés à Paris à la fin de la semaine dernière. Et à côté de ces luttes qui sont arrivées à percer le mur du silence dont la bourgeoisie entoure l'action des travailleurs, nos correspondants nous signalent l'éclatement ici et là de grèves combattives, grèves qui ont déjà obtenu pour certaines le succès, comme à Besançon à Slava, à Micromega, à Val, trois grèves victorieuses en une semaine. Ou comme à Bicball à Dôle. Ailleurs à Creys-Malville, les ouvriers du chantier du surrégénérateur continuent leur lutte commencée le 8 mai, pendant que les clavistes du *Dauphiné Libéré* poursuivent le mouvement entrepris pour une rémunération supérieure. Grèves aussi à St Nazaire chez Eaton pour les qualifications, à Nogent-le-Rotrou où les ouvriers de Sofica ont occupé leur usine ce week-end à la suite d'une mise à pied. Un renouveau des luttes, des premières réponses au plan Barre qui appellent des suites !

Nouvelle guerre au Shaba

NON A TOUTE INTERVENTION FRANCAISE AU ZAIRE

La nouvelle attaque lancée en fin de semaine dernière au Shaba, a suscité un appel à l'aide de Mobutu. La Belgique a annoncé qu'elle n'interviendrait pas militairement. En France, les Transall de la base

d'Orléans ont reçu l'ordre de se tenir prêts à décoller. Déjà utilisés lors de l'intervention française au Zaïre en 1977, au Tchad actuellement, ces avions sont avec le Jaguar, le symbole de l'agression et de l'intervention française en Afrique. Dès le début de cette guerre, la France est impliquée dans le conflit : un lieutenant et quatre adjudants chefs, — censés être chargés de l'entretien des armes françaises livrées au Zaïre —, auraient été capturés à Kolwezi.

La présence française au Zaïre est intimement liée au maintien du régime Mobutu, dont Giscard s'était fait le principal défenseur en 1977. Il lui avait fourni une véritable armée de remplacement, ce qui avait renforcé la pénétration française.

Aujourd'hui on assiste à une offensive dont les Soviétiques par l'intermédiaires des Cubains stationnés en Angola, contrôlent, semble-t-il, les leviers essentiels. Le régime de Mobutu est à nouveau menacé, et Giscard hésite à se porter à nouveau ouvertement à son secours, car les enchères sont encore plus élevées qu'en 1977. La mise en état d'alerte des Transall indique pourtant qu'une intervention pourrait être décidée ; elle devrait être dans ce cas plus importante que celle de l'an dernier.

Convoité par les Soviétiques, le Zaïre est devenu le terrain d'une rivalité où les tentatives de pénétration de Moscou servent de prétexte à une intervention française renforcée. Cette rivalité s'exerce contre le peuple congolais.

Nous condamnons l'intervention soviétique en Afrique, et particulièrement ses tentatives pour accroître à partir de l'Angola son influence en Afrique. Nous nous opposons fermement aux menaces d'intervention françaises qui cherchent à mettre à profit cette situation pour maintenir et accroître la présence de l'impérialisme français dans cette région.

(Lire en page 12)

22 tireurs d'élite français sélectionnés pour la coupe du monde en Argentine



Soisson, ministre de la Jeunesse et des Sports, a annoncé que les tireurs d'élite français accompagneraient les joueurs français sélectionnés pour le Mondial en Argentine. C'en est fini des hypocrites affirmations selon lesquelles il fallait aller à Buenos Aires jouer au football entre les camps de concentration, pour sortir le peuple argentin de l'isolement. Aujourd'hui, ouvertement, le gouvernement français veut aider Videla, non seulement par la propagande du Mondial, mais par les armes de ses flics. Videla qui aime à assurer lui-même la répression chez lui a rejeté la présence d'étrangers armés en Argentine.

Liberté pour Orlov !

Le procès de Youri Orlov, le premier de ceux qui doivent condamner les membres des groupes de défense des droits de l'homme en URSS, s'est ouvert. L'accès à la salle était interdit par la police.

(Lire en page 9)

Grève après le suicide de l'institutrice

Les enseignants du CES de Barbezieux feront grève jeudi prochain pour protester contre les «actes d'autoritarisme érigés en principe» de l'inspecteur, qui ont acculé Françoise Bordelais au suicide.

Erythrée

Soirée d'information mercredi 17 de 19 h à 24 h
44 rue de Rennes

avec un membre du Comité Central du FPLE

Projection en exclusivité du film *Sawana* (notre révolution)

«Soyez les bienvenus !»



«Soyez les bienvenus». Avec cette banderole, les marins d'un navire de guerre soviétique voulaient attirer les Bordelais à venir visiter leur navire qui relâchait à Bordeaux. Des personnes qui voulurent distribuer un tract dénonçant la course aux armements furent chassés par les Soviétiques. Les paroles de paix et d'amitié se transformèrent en actes d'hostilité quand les fauteurs de guerre sont dénoncés.



MAI 68 au jour
le jour

14 et 15 mai 1968 : premières grèves ouvrières

— La grève débute le 14 mai au matin à Woippy (Lorraine). 500 métallos de l'usine CLAAS refusent de reprendre le travail. Ils exigent l'application d'un accord paritaire, la refonte de la grille des salaires, l'amélioration des conditions de travail et la révision des normes de chronométrage. Le lendemain, ils voteront la grève illimitée.

— En fin d'après-midi (14 mai), les ouvriers de Sud-Aviation (Nantes) occupent leur usine, séquestrent le directeur et ses adjoints. Dans la soirée, l'occupation illimitée est décidée (contre les menaces de licenciements et les réductions d'horaire).

Dans la nuit, un millier d'étudiants nantais marchent vers l'usine en portant des flambeaux, fraternisant avec les grévistes et participant au piquet de grève.

La séquestration des cadres de l'usine attire l'attention des journalistes, apparaît comme une forme nouvelle de lutte ; tous les quotidiens parlent de l'évènement.

15 MAI - 16 HEURES

300 jeunes ouvriers en colère quittent les chaînes de montage de l'usine Renault de Cléon, marchent sur les bureaux, y séquestrent le directeur avec une dizaine de cadres, hissent un drapeau rouge sur les grilles et décident l'occupation illimitée. Ils réclament :

- salaire minimum à 1 000 F
- abaissement progressif des horaires à 40 heures
- extension des libertés syndicales
- transformation des contrats d'embauche provisoire en contrats définitifs.

— Débrayages aux chantiers navals de Bordeaux

DANS LA SOIRÉE : Grève aux usines Kléber-Colombes (Elbeuf) et La Roçaine (Saint-Etienne du Rouvray).

PENDANT CE TEMPS

— De Gaulle part pour Bucarest (14 mai).

— Le «débat» reprend à l'Assemblée nationale sur la «crise de l'université» et la «crise de la civilisation». FGDS et PCF déposent une motion de censure contre la politique économique, sociale et universitaire du gouvernement.

— Communiqué du bureau politique du PCF qui met en garde les travailleurs et les étudiants contre tout «mot d'ordre d'aventure».

— Dans les facultés, on assiste à un mouvement d'occupation : certaines se déclarent «autonomes» (Nanterre, Strasbourg, Beaux-Arts). L'ENS des Beaux-Arts est «ouverte à la population».

En plusieurs endroits, des «Commissions de travail» se mettent en place (Sorbonne, Dijon), notamment sur la question des examens, ainsi que des «Commissions paritaires» (profs-élèves) qui se chargent «d'élaborer de nouvelles structures». (Montpellier).

— L'UNEF appelle à refuser de passer les examens traditionnels. A Nantes, Nancy, Caen, Bordeaux, Grenoble, on appelle à la grève des examens.

— Les CAL (Comités d'action lycéens) décident de «refuser de passer le baccalauréat».

— Enfin, le théâtre de l'Odéon est occupé par les étudiants qui décident d'en faire «un meeting permanent», «lieu de rencontre entre travailleurs, permanence révolutionnaire créatrice».

50^e anniversaire de la JOC à la Courneuve

EN RUPTURE AVEC LE PASSE

● Plus de cent mille jeunes — cent cinquante mille, assuraient les responsables —, se sont rencontrés dimanche à la Courneuve à la fête du 50^e anniversaire de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne.

Parmi eux, beaucoup de très jeunes, de quatorze-quinze ans. Des anciens de l'organisation aussi. La pluie, tombée en fin d'après-midi, a fini par empêcher le déroulement normal du programme.

UNE EXPRESSION DES JEUNES

La comparaison avec la fête de l'Humanité, qui se déroule au même endroit, à la Courneuve, n'était pas forcément, loin s'en faut, à l'avantage de cette dernière. Ici, pas de vacarme assourdissant, pas de publicité commerciale tapageuse, point de cette multiplication de stands visant exclusivement à arracher son argent au participant. Sur des centaines de mètres, dans les différents «quartiers» de la fête, les jeunes travailleurs, dimanche, faisaient état, à l'aide

de panneaux, de dessins, de leurs problèmes réels, de l'action qu'ils entreprennent en vue de faire aboutir leurs revendications.

Dénoncée, la fausse gratuité de l'enseignement en CET, contre laquelle la JOC a mené une campagne, et avec elle, la sélection sociale à l'école, le racisme de certains enseignants, l'insécurité dans les ateliers, la réforme Haby. Les jeunes immigrés réclament le droit d'apprendre la langue de leur pays d'origine dans le cadre des programmes. Les apprentis protestent contre les horaires qui leur sont

imposés par les patrons. L'abrogation des mesures racistes de Stoléro est exigée, une lutte contre l'absence de chauffage dans un atelier est retracée. Le journal *JOC immigré* se prononce en faveur du boycott de la coupe du monde en Argentine...

Partout, à travers les textes, les dessins, les photos, les montages, ce qui frappe, c'est la volonté des jeunes d'exprimer eux-mêmes leurs propres problèmes, de prendre en main leur propre sort. Partout l'appartenance à la classe ouvrière est revendiquée fièrement, et avec elle proclamée la nécessité de lutter contre l'exploitation.

LA PRESSION DU PCF

Délégations des partis de gauche (PCF et PS), des syndicats (CGT et CFDT, Maire et Séguin en personne) : FO et la CFTC n'étaient même pas invitées : l'engagement de la JOC aux côtés de la gauche est assez net. Dans l'éditorial d'avril de son journal *Jeunesse ouvrière*, on pouvait lire : «Le 20 mars, premier jour de printemps, je me suis réveillé dans une France toujours à droite. Quelle déception ! Triste et révolté j'ai pensé à la situation de la jeunesse ouvrière qui s'aggraverait».

Visiblement, ostensiblement même, la tentative d'OPA lancée par Marchais en 74 sur ce mouvement se poursuit. Certaines influences doivent effectivement se faire sentir : interrogée sur l'absence de panneaux dénonçant la répression dans les pays de l'Est, une res-

ponsable de la JOCF répondra qu'elle n'a «pas d'information» sur ce sujet.

QUEL OBJECTIF ?

Dans la nouvelle charte de la JOC, proclamée à l'occasion du rassemblement, cette volonté converge dans ces lignes :

«J'ai refusé la fatalité
J'ai agi
Seul, je n'étais rien
Rassemblée je suis une force

Celle de la révolution. Son drapeau exprime ma révolte. Je me suis reconnue dans la classe ouvrière, la classe des exploités, des opprimés. J'ai compris la mécanique de la société capitaliste, et qu'il faut la changer».

Un responsable du mouvement, à propos de cette nouvelle «charte», nous a expliqué comment le projet avait été discuté dans des centaines de réunions locales, et comment le texte définitif était le résultat de tous ces débats. Par ailleurs, les textes élaborés localement dans le cours de ce processus continuent, chacun pour lui, à constituer des plateformes pour l'action des groupes de la JOC dans les entreprises ou les écoles. Alors, à l'heure où la gauche vient de sanctionner par son échec électoral ses querelles d'appareil, une question se pose : des jeunes qui prennent ainsi l'habitude de s'exprimer par eux-mêmes pourront-ils longtemps se trouver à l'aise avec des partis dont les programmes qu'ils présentent ne sont pas issus d'un véritable débat avec les masses.

Jean LERMET



Au carrefour de deux contradictions

On a dit la messe dimanche, à la fête du cinquantième anniversaire de la JOC. Et les responsables du mouvement, dans leur conférence de presse, n'ont pas manqué de faire référence à Jésus-Christ. Des évêques étaient là, nombreux. Certains, comme Monseigneur Etchegarray président de la conférence épiscopale des évêques de France avaient pu auparavant s'inquiéter plus ou moins ouvertement, craignant à la fois que «la JOC perde son âme» et que «l'Eglise perde la JOC».

C'est que, s'affirmant aujourd'hui, à la fois, «mouvement d'église» et «parti du mouvement ouvrier», la JOC se trouve en réalité au carrefour de deux contradictions : d'une part celle qui oppose le point de vue matérialiste de la classe ouvrière en lutte pour sa libération à l'idéalisme religieux. D'autre part, celle qui oppose le mouvement réel de la classe ouvrière aux organisa-

tions politiques «de gauche» qui prétendent la représenter. Jusqu'ici, la JOC est à la fois parvenue à rester liée à l'église tout en soutenant ouvertement les partis de l'Union de la gauche. Mais aussi entre certaines des aspirations qui se manifestent dans les actions et les prises de position de la JOC, et l'attitude du PCF vis-à-vis des masses, un divorce n'est pas impossible à terme.

FAIRE PÉNÉTRER L'EGLISE CHEZ LES TRAVAILLEURS

C'est donc en 1927 qu'est née la JOC, suivie de peu, en 1928, par son pendant féminin, la JOCF. Tentative pour assurer la présence directe de l'église dans le monde ouvrier, en évitant d'avoir à passer par le canal des bourgeois charitables, qui jusque là prenaient en mains ce genre d'action, la JOC connaît assez vite un certain succès grâce à ses mots d'or-

dre : «Jeunes ouvriers, entre eux, par eux, pour eux». Très liée au syndicat chrétien CFTC dans ses premières années, et jusqu'à la libération, la JOC, malgré la continuité qu'elle revendique aujourd'hui, se présente plutôt, dans ses débuts, comme une organisation de conciliation des classes, avec quelques aspects timidement revendicatifs.

AMBIGUITÉS PÉTAINISTES

L'épreuve de l'occupation sera assez parlante : tout en menant un combat d'arrière-garde contre certaines tentatives pour créer un mouvement de jeunesse unique, sous la férule de «l'Etat français» pétainiste, la JOC continue son existence légale et participe aux rassemblements de jeunes organisés par le gouvernement de Vichy. Certains, dans le mouvement s'engagent pourtant dans la Résistance. Après la libération, les équipes

dirigeantes entretiennent pratiquement une polémique incessante avec les organisations de jeunesse dirigées par le PCF, dans le cadre général de la guerre froide.

RUPTURE

Cependant, avec la guerre d'Algérie, notamment, mais aussi en participant à une évolution beaucoup plus large de nombre de militants chrétiens, la JOC, au fil des années, va dériver vers la gauche. Ce courant est celui qui fera de l'ancienne CFTC la CFDT d'aujourd'hui, qui verra des anciens du Mouvement Rural de la Jeunesse Chrétienne participer à la fondation du mouvement Paysans Travailleurs.

La JOC, à sa manière, n'y échappe pas non plus. C'est d'ailleurs un des traits spécifiques de la situation politique en France qui est venu saper à la base une possibilité de collaboration de classe pour la bourgeoisie.

PAUL LAURENT ATTAQUE ALTHUSSER

Pour la première fois dans *L'Humanité*, depuis l'apparition des contradictions aigües dans le PCF, les lecteurs auront pu lire le nom d'Althusser. Il s'agit d'une attaque ouverte lancée par Paul Laurent, à propos d'une déclaration de l'accusé à un journal du PC italien. Celui-ci s'était adressé aux militants «qui sont tentés de rendre leur carte», demandant qu'ils ne se laissent pas prendre au piège. Ce serait le meilleur cadeau à faire à la direction et à Marchais, qui ne demandent rien d'autre. Il faut absolument rester dans le parti et combattre pour sa transformation. Il s'attaquait de plus aux partis italien et espagnol.

La direction du PCF a sauté sur l'occasion : «Vé-

ritable déclaration de guerre», s'exclame Laurent. Et de poursuivre : «En s'attaquant aussi bien au PCI, au PCE qu'au PCF, Althusser montre bien que ce qu'il vise ce n'est pas tel ou tel aspect du fonctionnement d'un parti ou de son parti, mais bien les principes fondamentaux qui sont à la base de la vie de ces partis communistes, au-delà de leur diversité. De plus, il faut également souligner que l'attaque est concentrée sur les partis qu'on a qualifiés ensemble «d'eurocommunistes» parce qu'ils affirment une même volonté d'avancer vers le socialisme en luttant pour le progrès continu de la démocratie dans tous les domaines, sur la base de larges alliances populaires, dans le respect

du pluralisme, et en récusant toute notion de modèle».

C'est donc à un tir croisé que se livre la direction du PCF. Jeudi dernier c'était Frémontier, pointe avancée du courant d'Elleinstein, qui était sévèrement rappelé à l'ordre par le rédacteur en chef de *L'Humanité* qui se demandait si Frémontier «ne s'était pas trompé de parti»; samedi c'était l'autre courant d'oppositionnels, celui d'Althusser, qui était pris pour cible dans la personne de son leader.

La direction du PCF tente de profiter des contradictions qui opposent les deux principaux courants d'opposition au sein du PCF pour faire passer sa contre-attaque.

En choisissant le terrain de la défense de «l'euro-communisme», Paul Laurent fait un clin d'œil au courant d'Elleinstein, favorable à une évolution à l'espagnole du PCF, tout en attaquant Althusser. Evidemment la réponse de Paul Laurent ne traite pas, et pour cause, le fond du problème posé par le courant althussérien : le fonctionnement des partis révisionnistes d'Europe du Sud, avec en particulier la manière dont les directions de ces partis dépouillent les cellules de toute initiative dans l'élaboration des positions des PC d'Europe du Sud.

Une mise au point bien impuissante à convaincre les militants de base du PCF qui s'interrogent.

Prix agricoles à Bruxelles

La taxe sur le lait :

Le chemin des oubliettes ?

● A l'exception de l'Italie, tous les pays représentés à Bruxelles par leurs ministres de l'Agriculture se sont déclarés satisfaits. Tant mieux pour eux ! Mais les accords passés permettent-ils aux agriculteurs de vivre de leur travail ? La hausse des prix est fixée à 8 ou 9 % pour l'année 78, le porc, soumis à un régime particulier, enregistre une hausse supplémentaire de 3,6 %, tandis que le prix du vin sera protégé par un prix plancher applicable en cas de baisse prolongée des cours. Mais comme toujours, les miettes accordées à Bruxelles ne permettront que la survie des petits paysans dont la production est encore nécessaire et la réalisation de surprofit par les capitalistes agraires.

Après plusieurs années de régression, selon les chiffres du gouvernement lui-même, le revenu des agriculteurs aurait augmenté de 2,7 %. Ce chiffre est une moyenne et ne donne pas une idée réelle de la misère des paysans pauvres : 40 % d'entre eux ne gagnent pas l'équivalent du SMIC. Pourtant, on n'assiste pas à de grands mouvements de foule ou à de violentes actions de commando. Les paysans attendaient-ils leur accord les moyens de survivre ? Certes pas ! Mais il fallut répondre, par une longue campagne d'explications, aux promesses déversées durant la campagne électorale aussi bien par la droite que par le PS et le PCF.

Une victoire a d'ailleurs été remportée. La taxe sur le lait a été réduite de 1,5 à 0,5 % : c'est un pas vers son démantèlement complet. La raison officielle : «La taxe se révèle d'une gestion difficile». Les gestionnaires séquestrés par des paysans qui ne voulaient pas payer. Debatisse

qui fut tiré de son lit par des paysans qui demandaient des explications, ainsi que les industriels qui n'espéraient plus empêcher les revenus de la taxe pour restructurer leur secteur, tous enfin seront soulagés de ne plus vivre dangereusement à cause de la colère engendrée par une taxe qui provoquait l'élimination rapide des paysans les moins productifs.

Mais si à Bruxelles tous les compromis ne sont pas aussi clairement le fruit du rapport de force sur le terrain, chaque négociateur a le souci de ne pas trop mécontenter «ses» paysans.

Méhaignerie n'a pas de chance, car le passif entre lui et les paysans français est irréductible. Les sujets sont nombreux : Crédit agricole qui étrangle de dettes et réorganise la restructuration de l'agriculture, firmes agro-industrielles qui étendent leur domination, propriétaires fonciers qui s'accrochent à leur bien, etc.

Bernard PELO

UN TROISIEME COURANT AU PARTI SOCIALISTE

● Le *Matin* du 11 février annonçait la constitution au PS d'un troisième courant, à l'initiative de Françoise Gaspard, maire de Dreux et membre suppléante du Bureau exécutif.

Ce courant se propose, paraît-il, de faire entendre la voix des femmes au Parti socialiste. La nouvelle a quelque peu déconcerté les commentateurs.

Ce n'est pas d'hier que Françoise Gaspard rue dans les brancards sur cette question. Déjà à la Convention nationale du PS sur les droits des femmes qui s'est tenue le 17 janvier de cette année, elle avait déclaré que «Dans ce type de réunion ou de congrès, la parole de femme était une parole perdue parce que pas inscrite dans un rapport de forces tel qu'elle puisse transformer le cours des débats». Lors de cette Convention, bien des déléguées avaient protesté contre la manière dont elle avait été écartée par rapport à ce qui était prévu au départ. Les amendements proposés n'avaient pas été discutés par la convention, mais directe-

ment soumis au bureau exécutif.

QUELS OBJECTIFS ?

Françoise Gaspard, confirme l'information du *Matin* : il est bien question de constituer un courant structuré dans le parti socialiste pour que «Les femmes aient leur parole propre dans le parti socialiste».

Evidemment la question se pose de savoir comment un tel courant pourrait se situer dans le jeu des deux courants déjà existants. Pour Françoise Gaspard, le problème ne peut pas se poser dans ces termes, au nom de «l'appréhension propre que les femmes ont de la politique».

Certains font remarquer que des dirigeants socialistes de la majorité, comme Mauroy, ne verraient pas d'un mauvais œil la constitution de nouveaux courants qui, en fin de compte, affaibliraient le système des courants lui-même. Françoise Gaspard, quant à elle, refuse énergiquement de croire que sa tendance puisse être utilisée dans les luttes internes au PS : «Nous ne sommes pas des gens à nous laisser manipuler». Quant à l'influence que pourrait avoir son courant, elle reste très circonspecte : pour elle, la constitution d'une telle tendance n'a pas pour but de rassembler un maximum de mandats à un congrès, mais de faire pression pour que les problèmes spécifiques des femmes soient pris en compte.

UNE MANOEUVRE DE LA DIRECTION ?

Du côté du CERES, on minimise l'influence que pourrait avoir un tel cou-

rant. Selon un responsable de la Fédération de Paris du PS, «Ce n'est pas sérieux». Il en vient à comparer une telle tendance «aux mouvements féministes de type bourgeois, qui passent sous silence la lutte de classe». Sans nier que certaines militantes du parti socialiste puissent trouver leurs problèmes insuffisamment pris en compte par leur parti, un tel mouvement, pour lui, n'a pas d'avenir.

Mais l'hypothèse d'une manœuvre de la direction n'est pas exclue : pour ce responsable, un tel courant, s'il se constituait réellement, ne pourrait se situer que dans la majorité du parti. Le CERES n'exclut pas qu'il s'agisse d'une manœuvre de la direction pour accroître son assise. Il est vrai que Françoise Gaspard, au congrès de Nantes du PS, a été élue au bureau exécutif dans le cadre de la majorité mitterrandiste.

François NOLET

Demande de contact avec le PCRml

Nom, Prénom
Profession
Adresse

Envoyez au Quotidien du Peuple BP 225
75924 Paris CEDEX 19

SURMENAGE DANS L'ENTOURAGE DE DEFFERRE

Le chef de cabinet à la présidence du Conseil régional Provence-Côte d'Azur a été retrouvé suicidé d'une rafale de pistolet mitrailleur dans sa villa. Conseiller de la municipalité de Marseille, il était aussi l'homme de confiance de Gaston Defferre. D'après ses amis, il s'agirait d'un geste consécutif à une dépression nerveuse.

PROCES DU JUGE PASCAL

Le juge Pascal, inculpé de «violation du secret professionnel et du secret de l'instruction» doit passer en procès jeudi à Rennes. Au cours de l'affaire de Bruay, il avait remis en cause le secret de l'instruction. En 1974, il avait publié un article où il exposait les raisons qui l'avaient poussé à inculper le notaire Leroy.

AIX : PROCES DE MARIE CONTRE SON LICENCIEMENT

Marie avait été licenciée, contrairement à la loi, parce qu'elle était enceinte, en juillet 1976. Les Prud'hommes l'avaient déboutée. Marie a fait appel : les femmes du MLAC appelaient à une mobilisation pour le procès qui devait avoir lieu mardi à 14 heures.

Paris-Hebdo pirate

Un numéro pirate de *Paris-Hebdo* (l'hebdomadaire de la Fédération de Paris du PCF, arrêté à la fin du mois d'avril par la direction de cette fédération) a été envoyé à certains journaux. Le PCF dénonce la «publication d'un faux grossier». Ce numéro, dont on ignore les auteurs, dénonçait le sabotage du journal par la direction du PCF, et annonçait son intention de poursuivre ce «Samizdat» !

L'Humanité et mai 68 : ça continue !

On se souvient de l'attitude du PCF face aux mouvements étudiants de mai 68, traités de provocateurs par *L'Humanité*. L'ampleur du mouvement, les aspirations nouvelles dont il était porteur, avaient amené le PCF à essayer de faire oublier cette attitude. Mais chassez le naturel... *L'Humanité* de mardi, dans une série d'articles sur mai 68, repose la question à propos des manifestations du 10 mai : «Qui avait intérêt à cette «nuit d'émeute», comme la baptisera aussitôt la propagande gouvernementale ? Il n'est pas interdit de penser que l'initiative de la construction des barricades n'a pas surgi de n'importe quel cerveau.» Comme c'est bien dit ! Une démonstration que le PCF maintient toute sa vision de l'histoire du mouvement de mai 68.

LUTTES OUVRIERES

Hôpitaux de Bretagne APRES
LA MANIFESTATION
DU 11 MAI

Le mouvement des hospitaliers continue. A Rennes de nombreux hôpitaux de la Bretagne étaient présents à la manifestation régionale : St Malo, St Briec, Vannes, Pontivy, etc.

Environ 4 000 hospitaliers défilaient dans les rues en réclamant «les 13 heures pour tous, et tout de suite», prime accordée aux hôpitaux parisiens et refusée en province, et l'embauche de personnel. En effet, le manque d'effectifs dans les hôpitaux se pose avec acuité. Ce sont les journées harassantes pour les hospitaliers, dues à la surcharge de travail. Des services fonctionnent souvent à la limite de la sécurité. Les soins sont dispensés à la va-vite. C'est ainsi que de nombreux manifestants criaient «Hospitaliers et malades, même combat».

Cette manifestation régionale était assez combative. Cependant, les directions syndicales ne nous offrent qu'une nouvelle journée d'action nationale le 18 mai, avec manifestation à Paris.

Alors que le ministère fait la sourde oreille à toutes les revendications demandées, ils s'en tiennent à réclamer de «véritables» négociations. Alors que l'on assiste à une uniformisation des revendications entre les différents hôpitaux, alors qu'une volonté de lutte importante se mani-

festait partout, il serait possible d'aboutir, si un véritable rapport de force national pouvait être construit pour faire pression sur le gouvernement. Les directions syndicales parlent dans leurs tracts nationaux de grève de 24 h reconductible chaque jour. En fait, elles préfèrent organiser des journées d'action, de temps à autres, pour ne pas trop étendre le mouvement.

Alors que ces journées de grève pourraient être mises à profit pour que les travailleurs des hôpitaux puissent discuter ensemble de leurs conditions de travail, de la politique de la santé que nous impose le gouvernement, souvent aux AG, toute discussion sur le fond est écartée. Au CHSP (Centre hospitalier spécialisé en psychiatrie) de Rennes par exemple, à la réunion du matin à laquelle assistaient environ 3 à 400 personnes, les directions syndicales monopolisaient la parole pour nous faire part uniquement des détails matériels et d'organisation pour la manifestation de l'après-midi. Après 3/4 d'h. d'AG, la séance est levée. Beaucoup d'hospitaliers se rendent compte que les directions syndicales bloquent en fait toutes discussions, et ne veulent à aucun prix que le mouvement ne prenne trop d'ampleur.

Corres. hospitalier
RENNES

SOLIDARITÉ AUTOUR
DES GRÉVISTES
DE CHEZ CHARRON

Vendredi, à 17 h 15, devant l'usine Charron en grève pour les salaires depuis le début de la semaine, les ouvriers partent en manifestation, soutenus par l'UL CFDT et l'UL CGT de Tonnerre. Ils traversent la ville, en scandant des mots d'ordre lancés par les cégétistes : «Union, action, soutenons les Charron ! Non aux salaires de misère ! Soutenons les grévistes !» A la Salle Polyvalente, plus de 100 personnes dont la moitié d'autres entreprises de Tonnerre, participent au meeting de soutien. Parmi les prises de parole, la CFDT montre en quoi cette lutte concerne tous les travailleurs. «Face au pouvoir qui fait semblant de pratiquer l'ouverture et la négociation, seule la voie de la lutte pourra faire reculer le patronat... Leur lutte exemplaire est la voie à suivre pour les travailleurs du Tonnerrois, et de tout le pays». Le secrétaire de l'UL CFDT terminera en disant : «La nécessaire solidarité à organiser autour des grévistes doit être morale, mais aussi financière et active pour assurer la victoire». Le délégué de l'UL CGT complètera en soulignant le fait que «dans chaque usine du Tonnerrois, les ouvriers ont des raisons de lutter pour faire aboutir leurs

revendications.» Il précisera qu'«en fin de compte, seule la voie de la lutte paie.»

Des propositions concrètes seront faites aux travailleurs pour la suite de la lutte : soutien financier à la sortie de la salle, participation au collectage sur le marché samedi 13, et sur le lieu du concours de boules le 14.

Enfin, un appel à soutenir toute nouvelle initiative proposée par le Comité de soutien a été faite. Le meeting se termine par une manifestation qui traversera la ville pour retourner à l'usine. De nouveaux mots d'ordres ponctueront cette manifestation : «Le patron veut diviser, c'est tous ensemble qu'il faut lutter ! Non à l'austérité, les patrons doivent payer ! Aux patrons de payer leur crise ! Soutenons les grévistes !» Les grévistes collecteront au cours de la manifestation. La population leur a réservé un bon accueil.

En dernière minute, nous apprenons que le patron fait passer une annonce dans L'Yonne républicaine, journal départemental : il fait passer un avis de vente de son usine de Tonnerre. Est-ce une nouvelle provocation ?

Corr. Tonnerre

A Saint-Chamond

RENCONTRE
CGT
DES USINES
EN LUTTE

● Dalphi-Métal, Jossiermoz, Obsession, AMTEC, Just'à coudre, Term-Cailhoux, RPT Péage, J.B. Martin, ARCT, Manufrance, Villard Doron... autant d'entreprises en conflit sur l'emploi dans la région Rhône-Alpes, certaines occupées depuis de longs mois. Des délégations CGT de 23 entreprises en conflit longue durée de la Loire, du Rhône, d'Isère, la Drôme, l'Ardèche, l'Ain et la Savoie se retrouvaient jeudi 11 mai dans l'usine J.B. Martin occupée.

Elles étaient appelées à débattre d'une «relance de l'action» et de «solutions CGT pour l'industrie régionale».

C'est à la suite du dernier Comité confédéral national de la CGT que le Comité régional Rhône-Alpes CGT et les UD de la région décidaient, en liaison notamment avec les Fédérations du Textile, des Métaux et de la Construction, cette rencontre des boîtes en lutte. Elle apparaît nettement comme une réponse aux interrogations et critiques sur l'action de la CGT exprimées en particulier lors de la venue d'André Allamy (secrétaire confédéral) au Comité général de l'UD de la Loire, au Chambon-Feugerolles le 26 avril dernier : Allamy avait dû souligner la nécessité de ne pas «sous-estimer la lutte journalière» et de «rendre la CGT apte à élargir les luttes».

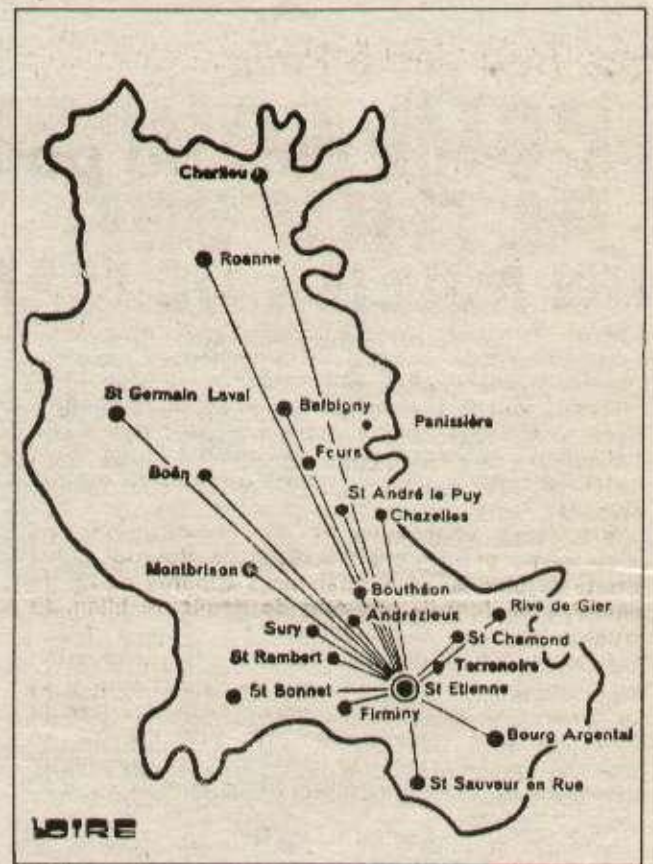
Mais, comme devait le dire à Saint-Chamond Joseph Jacquet, secrétaire du Comité régional CGT, c'est aussi «un cri d'alarme», une manière de «rompre le mur du silence» pour de nombreux secteurs en lutte. RPT Péage (occupée depuis 20 mois), Amtec (40 mois), Obsession (30 mois), Manufrance (toujours dans l'incertitude)... qui sait vraiment où en sont ces conflits ?

Just'à coudre, J.B. Martin, Term Cailhoux, Jossiermoz : autant d'entreprises occupées où des arrêtés d'expulsion risquent maintenant à tout moment d'être appliqués par la force et où les ouvriers sont inquiets, soucieux d'élargir à tout prix leur soutien.

«RÉSIGNATION.
JAMAIS...
NÉGOCIONS !»

C'est sous ce mot d'ordre d'ensemble que la CGT entendait placer la rencontre. On voit là une importante distance entre les soucis auxquels il s'agissait de répondre et le genre de «perspectives» proposées ! De fait, le rassemblement de Saint-Chamond a revêtu de manière complexe les deux aspects de ce slogan, qui marque bien ainsi les contradictions dans lesquelles la CGT se trouve de fait plongée.

Le refus de la résignation, la volonté de relancer, d'une manière ou d'une autre, l'action contre Giscard-Barre, étaient présents dans de nombreuses délégations. Le Comité régional CGT lui-même en rendait compte à sa façon.



D'une part, dans un réquisitoire contre les méfaits capitalistes dans la région. Ce seraient 300 000 emplois menacés dans la région Rhône-Alpes d'ici 1985 et peut-être 500 000 moins directement. La CGT a dénoncé une vaste «politique de désengagement régional». Pour elle, la rencontre chez J.B. Martin représente «une démonstration spectaculaire et publique de l'aggravation de la situation économique dans la région».

J. Jacquet devait souligner qu'aujourd'hui «de nombreuses zones industrielles demeurent vides» tandis qu'au contraire on assiste à une multiplication par 5 ou 6 du nombre de chômeurs depuis 10 ans...

Par ailleurs, les responsables CGT rassemblés ont insisté sur le fait que «les travailleurs de la région Rhône-Alpes ne se résignent pas au chômage, aux bas salaires et aux mauvaises conditions de travail». Certains ont insisté sur la nécessité de «stimuler l'action dans une région où le nombre de conflits est le plus élevé de France.»

Confronté aux pressantes demandes de comptes

sur l'attentisme d'avant mars 78 et la subordination de l'action CGT à la stratégie électorale du PCF, la confédération CGT a deux fers au feu : Séguy dans les salons et le langage des luttes à Saint-Chamond ! Ainsi J. Jacquet donnait officiellement comme sens à la rencontre : «Regardez ceux qui luttent ! C'est possible !»

LES PROJETS
DE RELANCE
INDUSTRIELLE
DE LA CGT

L'autre aspect du rassemblement du 11 mai, c'était l'affirmation de la capacité de la confédération à négocier, sa volonté de «démontrer que les entreprises en conflit long sont viables». RPT Péage, J.B. Martin, ARCT... à chaque fois* la CGT a présenté son plan «pour sauver la machine-outil», pour «prouver que le velours peut rester français», etc. Comme dans l'action récente des ARCT, apparaissait clairement à Saint-Chamond l'ambiguïté de luttes relativement «dures» menées sur la ligne PCF du «Produisons français».

Mais pour les ouvriers de Just'à coudre menacés d'expulsion, pour leurs camarades de Therm-Cailhoux et bien d'autres, les «tables rondes industrielles» envisagées, les semaines d'action de solidarité (du genre de celle dans l'habillement qui s'est déroulée à Saint-Etienne, comme un triste ruban), que vaut cette relance-là ? Pour eux désormais, la seule chose qui compte, c'est la concrétisation des phrases du Comité régional CGT : «Il faut élever en permanence le niveau de la lutte... Il s'agit d'étendre les luttes...». Certes. Mais c'est sur le terrain des luttes à l'entreprise seulement que l'on verra ce que valent ces slogans. Et assurément pas dans la recherche proposée par certains responsables départementaux, d'une «convergence nouvelle entre ouvriers et cadres pour l'amélioration des conditions de travail» !

Corr. Saint-Etienne

LES STAGIAIRES BARRE
DE NANTES ENGAGENT
LA LUTTE

Un comité de stagiaires Barre s'est constitué à Nantes. Il regroupe déjà une cinquantaine de stagiaires en entreprises et vacataires de services administratifs, qui ont des revendications communes : le SMIC pour tous (y compris les moins de 18 ans), avec effet rétroactif, un emploi pour tous à la fin du stage, ou au pire l'ASSEDIC pour les chômeurs, une véritable formation, la reconnaissance du droit syndical...

Le comité entend regrouper largement les stagiaires et les vacataires, et

prendre une série d'initiatives pour que la lutte s'engage très rapidement, car certains stages sont déjà terminés, et pour informer le public de la réalité des promesses du gouvernement sur la formation et l'emploi des jeunes. Le comité a déjà manifesté sous sa propre bannière le 1^{er} mai dernier, il a diffusé un questionnaire détaillé auprès des stagiaires de la région, en vue de constituer un dossier-bilan des stages.

Jeudi prochain (18 mai), il invite toutes les organisations politiques et syndicales (le comité n'a pas

voulu s'affilier à un syndicat), à son Assemblée générale, où seront discutés les soutiens qui pourront lui être apportés, et les initiatives qui seront prises dans les prochaines semaines.

De plus, le comité veut tout faire pour que s'organise au plus vite des coordinations régionales ou nationales des comités qui se mettent en place un peu partout.

Adresse du comité :
C.S.B. de Nantes
A.P.L.
26 bis bd Schumann
44000 Nantes

Les Boussac à Paris

Face aux flics du pouvoir déchirant leurs banderoles,

UN MILLIER DE MANIFESTANTS CRIAIENT LEUR COLÈRE

● 1 365 licenciements, les usines vosgiennes des Grands Sables (Epinal), Senones, Rambervilliers, Vincey fermées, telles sont à court terme les premières conséquences du « plan de survie », autrement dit du plan de restructuration du groupe Boussac.

Premières conséquences disons-nous, car ce n'est qu'un début dans les plans de Boussac : des bruits de plus en plus persistants apparus en fin de semaine ne font-ils pas état de dépôt de bilan du trust textile pour ce mardi ?

Que la fermeture des 5 unités de production vosgiennes ne soit que le premier volet d'un plan plus vaste, la majorité des ouvrières et ouvriers du trust en sont convaincus : ils l'ont montré en prenant les devants et en venant manifester massivement à Paris vendredi après-midi.

Ce n'est pas tous les jours qu'on voit autant d'ouvriers, à proximité du ministère de l'industrie : dès 14 h la place jouxtant la rue de Varennes, est noire, ou plutôt rouge de monde : les premiers arrivés au rassemblement, appelé par les syndicats CGT et CFTD Boussac, étaient les employés des 3 sièges sociaux parisiens du groupe : leur nombre important (500 sur 1 000) s'explique très bien : « Bien qu'on ne soit pas touchés pour l'instant, on sait très bien que tôt ou tard, avec le dépôt de bilan on passera aussi à la casserole » fait remarquer une employée du siège de la rue Poissonnière, pendant que ses camarades accueillent, en applaudissant, les premiers cars en provenance des Vosges : partis dès 5 h du matin, et malgré la fatigue du voyage, les premiers arrivants, à peine descendus des véhicules, dé-

ploient des dizaines de banderoles et laissent éclater leur colère. Colère qui redouble d'ailleurs, à la vue des centaines de flics, en rangs serrés, qui quadrillent le quartier. Là aussi on en avait rarement vu autant : le quartier a pourtant l'habitude.

« La bête des Vosges, c'est le chômage ». Usines des Grands Sables de Senones, de Rambervilliers, de Thaon, ils sont là, ceux que Boussac, après des années de surexploitation, veut aujourd'hui jeter sur le pavé. Bardés de badges, casquettes couvertes de mots d'ordre, ils brandissent des banderoles où l'on peut lire : « 1 600 licenciements, mort de l'économie régionale ». Ils scandent tous « La ou Boussac passe, les usines trépassent ». Des ouvrières de l'usine des Grands Sables (Epinal) nous montrent leur immense panneau : « Lisez ! Lisez ! »

« 1953 : 25 000 salariés chez Boussac ; 1966 : 20 000 ; 1975 : 14 000 ; 1977 : 12 000 ». A ces chiffres s'en ajoute un dernier « 78 : ? 000 » ; « A la place du point d'interrogation, il faudra peut-être ajouter un 0 » crie une ouvrière des Grands Sables. Une autre lui coupe la parole « mais on ne se laissera pas faire ! On va occuper ! On empêchera les machines de sortir ! On bloquera les camions dans l'usine : car ils veulent les déménager ! » « Il paraît, dit une autre, qu'ils veulent vendre les usines de la vallée du Rabodeau, à des patrons allemands ». Depuis 30, 40 ans, parfois plus, elles travaillent dans ces usines : « Plutôt casser les machines nous mêmes que de les laisser déménager ! »

Chacun, chacune veut témoigner, crier sa colère : « Tiens, toi, dis leur » crie une ouvrière à une autre : « Oui, j'ai 31 ans chez Boussac et maintenant il veut nous jeter à la rue comme des malpropres ! On ne se laissera pas faire ! » « Mon père, mon grand-père travaillaient déjà chez Boussac ».

Boussac a semble-t-il vu monter cette colère, senti le vent tourner : on ne le voit plus dans les Vosges. Il est bien fini le temps où il pouvait, tirant bénéfice d'années de partemalisme, licencier comme il voulait, faire accepter les salaires de misère (1 600 à 1 700 F mensuels), et comment



Quand les centaines de flics bousculent des ouvrières en leur arrachant leurs banderoles, leurs camarades scandent : « Flics = SS, flics assassins ! ».

pourrait-il en être autrement ? Cette fois la fermeture des usines restantes, c'est la mort de la région déjà peu industrialisée, car il n'y a rien d'autre que le textile dans les Vosges et même, rien d'autre que Boussac. La volonté de lutte éclatait vendredi après-midi : une volonté d'aboutir avec des objectifs précis : ainsi sera-t-il difficile à Boussac et au pouvoir de faire accepter son plan de reconversion, destiné à calmer la colère ouvrière. « Il nous a proposé de nous payer 50 heures pour que nous cherchions

du travail, rappellent les ouvrières. Mais pour aller où ? C'est pour mieux se débarrasser de nous. Il nous a même proposé des cours de formation professionnelle, mais pour trouver quoi au bout ? »

Ce que veulent les travailleurs et travailleuses de chez Boussac ils le scandent, en partant en manifestation en direction du ministère « Nous voulons du travail dans les Vosges ! » La colère est à son comble quand les centaines de flics serrent les rangs pour barrer la rue, et quand certains d'entre

eux bousculent violemment des ouvrières, arrachant et déchirant leurs banderoles, à plusieurs reprises ! Des coups pleuvent, des ouvrières âgées laissent éclater leur révolte et leur mépris « chiens de garde ! chiens ! » pendant que leurs camarades d'atelier, scandent « Flics, SS, flics, assassins ! » et entonnent l'Internationale. Ce n'est qu'un début, à l'évidence : les Boussac ont montré qu'ils étaient bien décidés à la lutte !

Richard FEUILLET

● Depuis jeudi après-midi, les 300 travailleurs d'Eaton à Saint-Nazaire sont en grève totale de 24 heures reconductible tous les jours, avec occupation. Dans la nuit de jeudi à vendredi, la direction a été retenue dans l'usine par les travailleurs qui exigeaient l'ouverture des négociations. Vers 6 heures du matin, les flics de Saint-Nazaire venaient les aider à sortir... Leurs revendications : la reconnaissance des classifications (passage automatique en OP 1 au bout de six mois), la diminution des cadences...

Eaton, c'est un trust américain, qui a près de 140 usines dans 20 pays. En 74, Eaton a décidé de s'installer à Saint Nazaire. On annonce alors que cela créera 1 033 emplois dès 77. Aujourd'hui, il n'y en a que 300, et rien ne prouve, au contraire, qu'Eaton soit décidé à en créer d'autres ! Pour chaque création d'emploi, Eaton a encaissé 1 million 500 000 anciens francs. L'usine tourne juste depuis 2 ans. Comme nous le faisait remarquer un ouvrier, au cours de la journée portes ouvertes : « Si on fait le calcul, avec les exonérations d'impôts, ça n'a pas dû lui coûter cher jusqu'à aujourd'hui ».

Depuis son implantation, la direction d'Eaton est une direction dure. A côté de la parcellisation à outrance du travail — la quasi totalité du personnel est OS, la direction a été jusqu'à implanter les locaux syndicaux à l'extérieur de l'entreprise ! Aujourd'hui,

la direction essaie de mettre en place un système informatique de fiches de production sur lesquelles seront marqués tous les temps morts, les temps de pause !

RECLASSEMENT = DÉQUALIFICATION EN ENTRANT A EATON CERTAINS ON PERDU JUSQU'À 100 000 AF PAR MOIS !

En s'installant, Eaton comptait bien mettre à profit le chômage dans la région (7 000 chômeurs dans la région nazérienne). Assi de nombreux ouvriers d'Eaton sont des anciens des Chantiers de l'Atlantique, ou de la SEMN-Soerinec (l'usine de caravanes à Trignac, qui avait empoché l'argent de créations d'emplois, avant de déménager ailleurs). L'histoire de cet ouvrier de 50 ans, aujourd'hui à Eaton, montre la réalité des re-

Saint Nazaire

34 heures au 1^{er} août aux Chantiers navals

EATON EN GREVE AVEC OCCUPATION

classements : « Dans le temps, je travaillais aux Chantiers, j'étais OP 3. Après, j'ai été embauché à la SEMN, là j'ai été licencié une fois par la SEMN, puis par la Soerinec. Après deux ans et demi de chômage, je me retrouve à Eaton. Aujourd'hui, je touche 50 % de moins que si j'étais aux Chantiers ».

C'est ce qui motive la revendication principale des travailleurs : reconnaissance des classifications.

De nombreux ouvriers sont d'anciens ouvriers professionnels de Saint Nazaire, et se retrouvent aujourd'hui OS. Le travail à la chaîne, chez Eaton, aboutit souvent à ce qu'un seul OS s'occupe à la fois de 3 machines. Au début, il fallait faire 40 boîtes de vitesses par jour, aujourd'hui, Eaton en exige 62 ! Depuis plusieurs jours, en riposte, les ouvriers ne remplissent plus les fiches de production.

LA MISE A PIED DE 30 OUVRIERS : LA GOUTTE D'EAU QUI A FAIT DEBORDER LE VASE

Il y a un mois déjà, une grève de 5 jours avait permis de faire annuler des projets de licenciements pour non-port de lunettes de sécurité. En fait, la direction cherchait tous les prétextes pour se débarrasser de quelques gêneurs.

Toute la semaine dernière, des débrayages tournants avaient lieu à propos des qualifications et des cadences. Jeudi après midi la direction mettait à pied 30 travailleurs d'une chaîne, prétextant une rupture de stock, ce qui est entièrement faux. En fait, elle espérait ainsi briser le mouvement. Aussitôt les travailleurs ont décidé d'aller tous ensemble voir le patron « et discuter avec lui toute la nuit », sans rien obtenir.

Vendredi matin, en Assemblée générale la grève

de 24 heures reconductible tous les jours était décidée, avec occupation jour et nuit des locaux. Après le succès des journées portes ouvertes de samedi et dimanche, l'AG de dimanche soir décidait de continuer l'occupation des locaux.

« IL FAUDRAIT QUE SAINT NAZAIRE BOUGE ! »

C'est ce que nous disait une déléguée syndicale de Eaton. C'est que tout le monde ressent bien qu'il ne faut pas rester isolés pour gagner contre un patron comme Eaton. On se souvient aussi qu'en Espagne, Eaton avait décidé la fermeture d'une de ses usines, après seulement un jour de grève.

« Aux Chantiers, on sent bien que les esprits sont agités ». Ce sont les chantiers de l'Atlantique, où la direction laisse planer de plus en plus une réduction

d'horaires à 34 h pour le 1^{er} août ! Déjà aujourd'hui le non-renouvellement de l'accord d'entreprise fait perdre 100 000 F anciens par an aux gens des Chantiers. « De toutes façons si ce n'est pas maintenant qu'ils bougent, ce sera après les vacances ». C'est bien l'idée d'un mouvement de lutte sur tout Saint Nazaire (SNIAS, Chantiers Navals) qui se développe avec l'occupation de chez Eaton. De nombreux travailleurs de Saint Nazaire sont venus aux journées portes ouvertes, des délégations d'entreprises aussi. Un tract de popularisation sur Saint Nazaire est sorti dès vendredi, et un débrayage de la Métallurgie Nazérienne a eu lieu dès vendredi après midi. « De toutes façons après les élections, on n'a pas d'autres moyens que la lutte », c'est ce que disent aujourd'hui les travailleurs de chez Eaton. Corres.

Mai-Juin 68, c'était hier

L'ACHARNEMENT A CHANGER LE MONDE

Par Jean LERMET

● Parce que mai 1968, c'était il y a dix ans, le déroulement exact des événements n'est pas forcément resté en tête de tous.

D'autres, trop jeunes à l'époque, n'ont pas eu l'occasion de participer au mouvement. Si nous n'avons pas l'ambition de faire l'histoire du mouvement étudiant et de la grande grève ouvrière, nous avons cependant pensé utile, avant de livrer à nos lecteurs les témoignages de quelques uns de ceux qui ont participé à la lutte, de retracer les grandes étapes de ces semaines qui secouèrent le pouvoir de la bourgeoisie et qui commencèrent à poser devant les masses la question de la relève nécessaire à un PCF qui ne représentait plus leurs intérêts.

Le vendredi 3 mai 1968, un meeting de protestation contre la fermeture de l'université de Nanterre se tient dans la cour de la Sorbonne. Les rangs silencieux des uniformes noirs bloquent les issues : les quelques centaines d'étudiants présents sont tous embarqués dans les cars. Depuis des années, le pouvoir a l'habitude de ce genre de répression : très souvent interdites, les manifestations sont facilement matraquées. Cette fois-ci, Fouchet, ministre de l'intérieur, n'a pas lésiné sur les moyens, et la mobilisation policière est massive.

On ne s'attendait certainement pas, au gouvernement, à ce qui allait suivre : rapidement, sur les trottoirs, les jeunes du Quartier Latin se rassemblent, commentent à conspuer les flics. La tactique habituelle : charges, grenades lacrymogènes, n'aboutit pas au résultat «normal». Comme les ouvriers de Caen, du Mans, de Redon et de Mulhouse l'ont fait dans les mois précédents, les étudiants parisiens, au lieu de se disperser, se retournent : mai 68 commence.

Des «groupuscules» par dizaines de milliers

Lundi 6, puis tous les jours de la semaine, ça continue. Manifestations, désormais fortes de milliers, de dizaines de milliers d'étudiants et même de lycéens — chose nouvelle à l'époque ; de jeunes ouvriers commencent aussi à faire leur apparition, et des collègues techniques entrent dans le mouvement. Chaque jour, ou presque, des affrontements se produisent. Aux grenades, les jeunes répondent par des pavés. Des débuts de barricades s'ébauchent, et l'on voit, ici et là, les flics refluer devant la contre-attaque des manifestants. Il y faut, quoiqu'on prétende aujourd'hui, un courage certain : la police, en effet, n'y va pas de main morte. Grenades lancées à tir tendu, matraquage systématique de manifestants à terre, coups distribués indistinctement aux filles et aux garçons, gaz dangereux répandus dans les locaux fermés. Les simples passants, chemins faisant, ne sont pas épargnés, et il ne fait pas bon être jeune et isolé. Le «centre» de Beaujon, où sont parqués ceux qu'on embarque, deviendra vite célèbre pour ses tabassages, ses insultes et ses mauvais traitements. Les blessés graves sont nombreux.

A cette situation nouvelle, le PCF a une réponse toute prête. Marchais en personne dénonce dans *l'Humanité* «ces faux révolutionnaires», qui «doivent être énergiquement démasqués car objectivement ils servent les intérêts du pouvoir gaulliste et des grands monopoles capitalistes». L'organe central du PCF ne cesse d'opposer les «groupuscules», responsables selon lui des affrontements, à la «masses des étudiants», qui ne souhaiteraient, paraît-il, qu'une chose : reprendre les cours.

Mais, au fur et à mesure que les jours passent, c'est dans toute la France que des manifestations d'étudiants vont riposter ironiquement : «Nous sommes un groupuscule». Ils ont adopté le drapeau

rouge, ils chantent l'Internationale, et, bien que le recrutement universitaire reste pratiquement fermé aux fils d'ouvriers, il n'y a tout de même pas tant que ça de «fils de grands bourgeois» dans les facultés. Au reste, la population des quartiers où l'on se bat a pris parti : avec les «provocateurs» contre la police.

On le verra bien dans la nuit du vendredi 10 au samedi 11 : dans la soirée, tout un secteur du quartier Latin se couvre de barricades. Ce n'est qu'au petit matin que les CRS en viendront péniblement à bout. Alors, ils se livrent à une chasse à l'homme, jusque dans les appartements des riverains qui les ont accueillis après les avoir aidés de leur mieux toute la nuit.

Tous dans la rue

Une semaine durant, les étudiants ont occupé le devant de la scène. Ils continueront jusqu'en juin à participer au mouvement qu'ils ont déclenché. Pendant une semaine le pouvoir incertain, n'a su qu'opposer sa police aux étudiants. Pompidou, de retour d'Afghanistan, va tenter d'utiliser son absence au moment

des bagarres pour se forger une image d'homme de «dialogue». Contre l'avis de Peyrefitte et de plusieurs ministres — et même peut-être de De Gaulle — il joue la «clémence». Au lendemain de la nuit des barricades, le gouvernement va donc céder à leurs trois revendications immédiates : la libération de plusieurs manifestants condamnés à des peines de prison, la réouverture de la Sorbonne, l'évacuation du quartier Latin par la police. Trop tard ! Ceux qui se sont battus n'entendent plus en rester là. Et, du côté de la classe ouvrière, où l'on regarde le mouvement avec une sympathie évidente, on commence à se demander comment prendre le relais.

Le 13 mai, lundi, les directions syndicales — jusqu'à FOI s'il vous plaît ! — ont finalement dû se résoudre à répondre au sentiment des travailleurs. Les manifestations, partout en France, ne ressemblent que superficiellement aux cortèges habituels depuis des années : «sans incidents». Quelque chose se produit : c'est le nombre. Un million peut-être à Paris. Et, dans la moindre ville de province, où le 1^{er} mai, quelques jours avant, donnait lieu à un petit meeting, plusieurs milliers de manifestants se retrouvent dans la rue.

Grèves, occupations

Il y a eu, dans les mois précédents, les manifestations ouvrières violentes de plusieurs usines ; il y a eu la participation de jeunes travailleurs aux combats des étudiants. Il y a, maintenant, palpable, une force qui, ce jour là, prend conscience d'elle-même. Et, dans les entreprises, les discussions déjà vives depuis quelques

jours tournent maintenant sur une grande question : comment poursuivre.

La réponse commencera vite à venir : d'une petite usine des Vosges, et tout de suite après de Sud-Aviation à Nantes : là, l'usine est occupée ; à Nantes, le directeur est même retenu par les travailleurs. Il y restera quinze jours. Le 15, ce sont à leur tour les usines Renault de Cléon et de Sandouville, Billancourt suit le 16. Un peu partout, l'exemple accroît encore l'énergie des ouvriers : les tentatives pour arrêter la production se multiplient, un courant en faveur de l'occupation s'affirme se multiplient, un courant en faveur de l'occupation s'affirme d'heure en heure dans de nombreuses entreprises. Une conviction se généralise : cette fois-ci, c'est la bonne ; il faut y aller. Les chiffres montent, à partir de là, à toute allure : 200 000 grévistes le 17, 2 millions le 18...

Partout, aux portes des usines occupées, flottent des drapeaux rouges ; il faudra bien des pressions de la direction CGT pour y faire adjoindre, plus tard, le tricolore. On s'organise pour tenir : les portes sont soudées, des défenses se mettent en place pour face à d'éventuelles agressions policières. On se préoccupe également du ravitaillement, pour les grévistes qui occupent par postes.

C'est le moment où les directions confédérales, notamment celle de la CGT, mesurant l'extension du mouvement, vont se décider à participer à la généralisation de la grève, ne sachant trop ce qu'il adviendrait au cas où elles ne le feraient pas. De grands services publics, tels que la SNCF, la RATP, l'électricité, vont entrer ainsi à leur tour dans la lutte. Le plus grand mouvement de grève de notre histoire est commencé. Il rassemblera jusqu'à une dizaine de milliers de travailleurs. Il durera près d'un mois, bien au-delà de ce qu'escomptaient ceux qui finalement ont dû se résigner à le suivre plutôt que de le voir leur échapper.

Deux coups pour rien, on continue

En effet, à quelques jours d'intervalle, deux tentatives pour liquider le mouvement vont connaître l'échec. La première viendra du pouvoir tout seul : le vendredi 24, De Gaulle fait son premier discours public depuis le début. Dans l'arsenal de ses vieilles ficelles, il pousse la «participation», et un référendum qui doit, selon lui, permettre de l'instituer. A la même heure, dans 150 villes de France, des manifestations se déroulent ; l'occasion en est l'interdiction de séjour en France de Cohn-Bendit. «Son discours, on s'en fout», répondent ceux qui tiennent la rue. Cette nuit là sera celle où les échauffourées avec la police prendront le plus d'extension. A leurs côtés, les étudiants qui manifestent ont reconnu un peu partout des travailleurs des entreprises occupées de la localité. Le référendum est mort-né ; dans les faits, le but qu'il poursuivait : la reprise du travail — ne sera pas atteint. De Gaulle confiera plus tard : «J'ai tapé à côté de la plaque».

Toutefois la fin de la semaine est occupée en discussions fiévreuses entre les états-majors syndicaux, le patronat et le gouvernement. Séguy s'y fait remarquer par son empressement à conclure, à apaiser les difficultés. Relèvement du SMIC de 35 %, augmentation des autres salaires de 10 % sur l'année : les résultats sont minces au regard de la puissance de la grève. Néanmoins, le dirigeant de la CGT, Frachon les appréciera comme suit : «Les accords de la rue de Grenelle vont apporter à des millions de travailleurs un bien-être qu'ils n'auraient pas espéré».

Le lundi 27, fort de cette position, Séguy vient prendre la température à Renault, Billancourt. Elle est plutôt fraîche : sifflets et huées accueillent les

mesures soutenues dans le protocole signé à Grenelle par la confédération CGT. En ce début de semaine, la grève, loin de s'étioler, se renforce. Le PCF, qui avait commencé une campagne «pour le non référendum», sera pour ses frais.

Au lieu de reprise du travail, c'est à un renforcement de la grève qu'on assiste : avec l'absence de transports, avec la raréfaction de l'essence, les rues s'ouvrent aux promeneurs. Dans les entreprises occupées, on s'installe : on organise le ravitaillement en faisant le tour des campagnes alentour ; les familles viennent découvrir le lieu de travail, monde qu'elles ignoraient souvent ; si on prend le temps de jouer aux boules ou au ping-pong, on a aussi le loisir de mener de nombreuses discussions. Entre travailleurs, mais aussi, assez souvent, avec des étudiants qui viennent aux portes.

«A gauche» : l'horizon bouché

Désormais une évidence s'impose : certes, l'entrée en mouvement de la classe ouvrière a été déterminée par l'aggravation de sa situation au cours des années précédentes. Mais quelques améliorations ne suffiront pas à y mettre fin. Le problème est, quant au fond, celui de la société qu'il faut changer. Les partis de gauche vont, à leur manière, tenter d'y répondre. C'est, d'un côté, le PCF, qui réclame maintenant un «gouvernement populaire», dans l'unité avec les socialistes, naturellement (le programme commun ne sera signé que quatre ans plus tard). Par quel moyen y parviendra-t-on ? C'est un mystère que la direction laisse entier. En tout cas, certainement pas par le renversement de l'Etat bourgeois.

De l'autre côté, en cette semaine, les sociaux-démocrates s'activent. Ils ont une solution toute prête : Mitterrand président de la République, Mendès-France premier ministre. Naturellement, le PCF ne veut pas en entendre parler. Cependant, profitant de ce qu'elle s'est moins fait remarquer par des condamnations ouvertes du mouvement à ses débuts que le PCF, la social-démocratie va tenter une opération de récupération : un meeting est convoqué le 27 mai au stade Charliéty à Paris. Mendès France, qui s'est affirmé disposé à gouverner, fait son apparition ; il ne parlera pas, mais il tente ainsi une jonction avec le mouvement, notamment dans sa branche étudiante. Ne peut-on calculer, en effet dans certains secteurs de la social-démocratie, que plusieurs dirigeants de l'UNEF sont membres du FSU, et espérer sur cette base obtenir leur caution ? Tout cela n'ira pas bien loin. Les préoccupations sont trop éloignées, entre la vieille SFIO déjà bien déconsidérée et les masses qui tentent d'inventer un nouveau monde.

Premiers coups durs

Alors, la bourgeoisie au pouvoir pourra se ressaisir. Non sans peine encore : le départ précipité de De Gaulle, le 29 mai, pour une destination inconnue (en fait, il est allé à Baden-Baden s'assurer de la fidélité des officiers encadrant les troupes stationnées en Allemagne) on fait courir un petit vent de panique dans les ministères. Plusieurs ministères lui reprochent son intransigeance. Mais, l'après-midi du 30, à la radio et à la télévision, il prononce un discours réactionnaire de combat. Tout ce que la France compte de réactionnaire, le 31 mai et les jours suivants, va enfin pouvoir manifester d'un seul coup se trouble et sa haine : manifestations aux Champs Élysées et



Des pavés pour les flics

dans plusieurs villes de province, où l'on entendra, ici et là, parmi d'autres slogans et la «Marseillaise», crier : «Cohn Bendit à Dachau !»

Faute de perspectives, le mouvement, désormais, ne peut que décliner. C'est, pourtant, peut-être dans cette dernière phase que les masses vont prouver le mieux le dynamisme de leur combat. Le terme est en effet fixé : il s'agit que les élections, fixées par De Gaulle dans son discours, puissent se passer «dans le calme». Tous, jusque naturellement au PCF, vont s'y employer activement, parmi les partis bourgeois. Ce ne sera pas sans mal.

L'acharnement à changer le monde

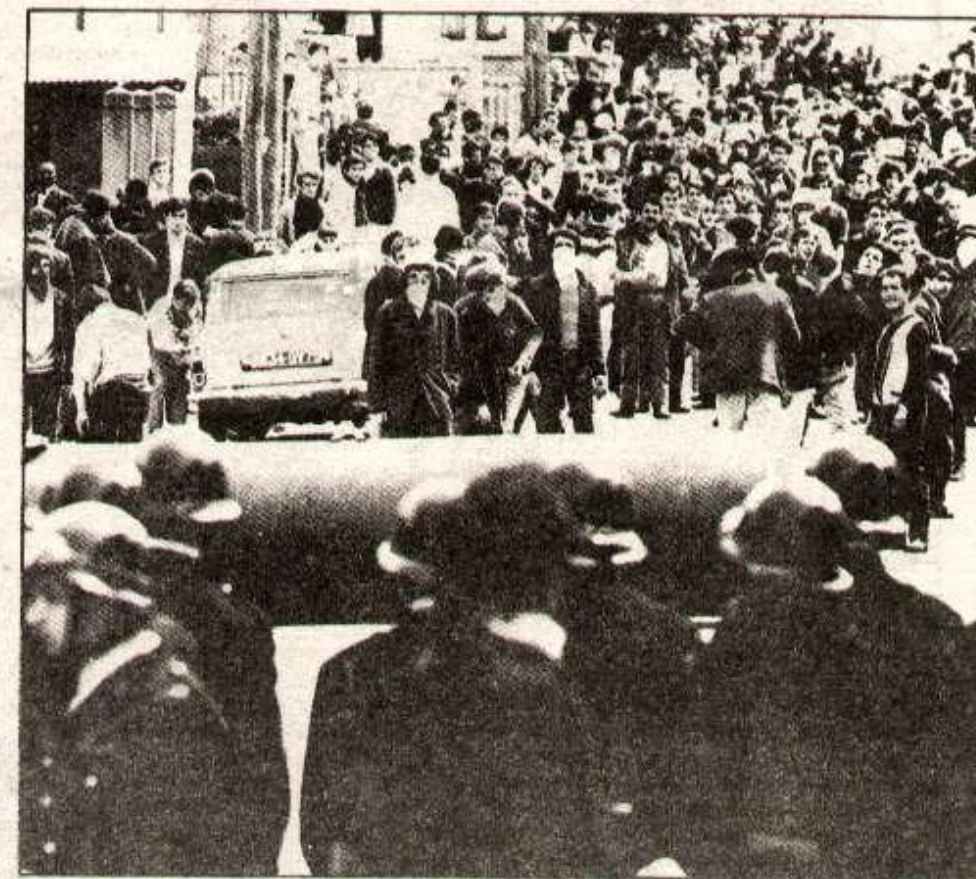
Une semaine après le discours présidentiel, en effet, dans la plupart des entreprises françaises, la grève continue. Ce ne seront pas les quelques avantages lâchés in extrémis par le patronat qui suffiront à y mettre fin. En de nombreux endroits, l'appareil syndical devra peser de tout son poids pour permettre la reprise. Nulle part, celle-ci ne se fera véritablement sans mal, de nombreux ouvriers la refusant lors des votes. Ici et là, dans les

heures qui suivent, ça repart. Ce sera le cas à la SFAC du Creusot (aujourd'hui CAFL). C'est ce qui se produit également, à Sochaux, chez Peugeot.

Là, dans le royaume d'un des grands de l'automobile, où toute la région, des magasins aux foyers, en passant naturellement par le travail, dépend de Peugeot, les travailleurs ont peint symboliquement leur combat sur les longs murs de l'entreprise : un dessin y représente le «lion» terrassé par la lutte ouvrière. Le lundi 10 juin, c'est la reprise ; mais, rapidement, la grève repart. La police, qui désormais intervient de plus en plus souvent contre les grévistes, occupe l'entreprise. Une bataille rangée se déclenche, à laquelle participeront des travailleurs venus de toute la région. Au terme du combat, des flics devront finalement abandonner l'usine. Deux ouvriers, Beylot et Blanchet, y ont laissé la vie.

A Flins, à l'usine Renault, d'autres combats se déroulent également : du 7 au 10, les travailleurs, bientôt rejoint par de nombreux étudiants parisiens, affrontent les CRS. Lors de la fin de ces journées, la police se livra à une véritable chasse à l'homme à travers champs. Gilles Tautin, lycéen révolutionnaire, sera également assassiné ces jours-là.

Les élections de la peur, qui vont suivre, donneront à la droite une majorité sans précédent. Mais ce retour de bâton n'est qu'une apparence. En réalité, ce qui, des semaines durant, a bouleversé le paysage politique français, va continuer à cheminer, plus ou moins souterrainement. Ce n'est pas l'interdiction, le 12 juin de 7 organisations, dont le PCMLF, qui y mettra fin. Ce qui compte, ce n'est pas essentiellement les quelques changements de société secondaires que tel ou tel réformiste, aujourd'hui, tente de monter en épingle pour montrer que la bourgeoisie a su s'adapter. Non, c'est l'aspiration à changer le monde, à mettre fin à l'exploitation et à tout ce qui l'accompagne, qui depuis lors a percé de façon beaucoup plus nette qu'auparavant à travers le tissu même de cette vieille société.



Le 6 juin, une manifestation contre l'occupation de Renault-Flins par mille CRS.

INFORMATIONS GENERALES

● Grand déploiement de flics vendredi matin, rue François Miron dans le 4^e à Paris. De quoi s'agit-il ? D'expulsions : une famille, rue F. Miron, et les derniers occupants de l'îlot Saint-Paul.

La ville de Paris n'a pas lésiné sur les moyens : flics en civil, en uniforme, et des gardes mobiles l'arme à la bretelle. Yolande Saada et sa famille se verront ainsi expulsées sans ménagement du logement occupé depuis plus d'un an et demi, alors qu'elle a déposé une demande de logement depuis dix ans, qu'elle n'a toujours pas reçu de réponse et que des milliers de logements sont vides. Yolande et sa famille, c'est un cas exemplaire pour les habitants du Marais qui luttent depuis plusieurs années contre les projets de rénovation du quartier qui obligent les travailleurs à s'exiler vers les banlieues grisâtres. En frappant Yolande, Chirac montre en fait qu'il veut briser la combativité de l'Intercomité du Marais. Mais la riposte sera à la mesure des enjeux, et dès vendredi soir, l'Intercomité avait organisé un rassemblement qui, spontanément, devint une manifestation parcourant tout le quartier, pour exiger le «relogement immédiat dans le quartier des familles expulsées». Pour le représentant de la ville de Paris, interpellé par l'Interco, «c'est la machine administrative qui s'est mise en route, on ne peut pas l'arrêter comme ça.» Les habitants du Marais sont bien décidés à lui prouver le contraire.



LES EXPULSES DE CHIRAC

5 expulsions illégales

Vendredi matin, il est 7 heures. Les flics rentrent chez Yolande Saada : «On déménage» ! Des cars de police bloquent les rues et protègent les camions de démantèlement de la ville de Paris. Yolande est encore en pyjama. Qu'importe ! Un flic en civil la suivra partout. Elle est prise d'un malaise cardiaque. Vont-ils la laisser tranquille ? Pensez-vous ! «Ils ont appelé SOS Médecins, on m'a fait une piqûre de valium. A onze heures ils avaient fini. Je suis sortie calmement, sinon ils m'auraient sortie».

Yolande Saada est une figure dans le quartier du Marais. Locataire depuis toujours, elle y habitait autrefois une pièce de 8 m² pour elle, son mari et ses quatre enfants. Et puis un jour, elle s'est révoltée. L'Intercomité du Marais faisait alors beaucoup de bruits sur les scandales financiers des promoteurs immobiliers (les grandes banques) qui s'arrachaient les vieux immeubles de quartier avec l'aide de la ville de Paris qui en possède près de la moitié. Cette spéculation entraînait le départ des familles populaires vers les banlieues et se doublait du scandale des logements vides.

De grands logements dont Yolande avait tant besoin pour elle et sa famille. A l'automne 76, elle décide alors d'occuper un quatre pièces rue François Miron. L'Intercomité du Marais dont elle devient rapidement une membre active, la soutient totalement. On multiplie alors les demandes pour obtenir un titre de locataire. Dans le même temps elle paye régulièrement son loyer à la ville de Paris, - 2 800 F par trimestre, ce n'est pas rien ! D'ailleurs elle reçoit ses quittances qui attestent qu'elle est bien locataire.

Le 4 janvier 1977, elle était pourtant assignée au tribunal des référés. Résultat : «Expulsion avec deux mois de délai pour trouver

un logement».

Mais depuis elle se croyait protégée puisque légalement elle était locataire. Quant au relogement, la seule promesse qu'on lui a faite depuis 10 ans qu'elle est inscrite au fichier des mal logés, c'est dans une cité de transit au bout de la rue du Chevaleret dans le 13^e arrondissement. Une cité où de l'avis de tous les locataires qui sont des «cas sociaux», «il ne fait pas bon vivre coincé entre l'armée du Salut et les rails de chemin de fer».

Dans le même temps 4 autres familles seront expulsées non loin de là, dont les derniers habitants du 21 Rue Saint Paul. Là où les cinq familles avaient occupé pendant 8 mois pour les mêmes raisons que Yolande avant de se faire expulser par les flics en août dernier. Et pourtant les familles du 21 avaient un titre de locataire et si un jugement avait donné raison au promoteur, les démarches administratives n'étaient pas terminées et tous n'ont pas de logement.

CHIRAC VEUT CASSER L'INTERCOMITÉ ET LES LIBERTÉS POLITIQUES A PARIS

Mais au delà de cette volonté délibérée de Chirac d'en finir avec le Paris des familles populaires et de satisfaire les appétits des grandes banques, ces expulsions sont une nouvelle attaque contre l'Intercomité du Marais. Déjà la RIVP (Régie Immobilière de la ville de Paris) réclame à l'Intercomité du Marais et aux familles occupantes de l'îlot Saint Paul, 12 millions par mois d'occupation, soit 65 millions de mars à août 77 pour... «retards de travaux» et «incitations à des occupations illégales». (1)

Comme le dit *Pourquoi nous luttons*, journal de l'Intercomité du Marais, il s'agit d'un procès pour délit d'opinion, d'une atta-

que ouverte à la liberté d'expression des habitants. «Et ce que la RIVP attaque avant tout, c'est l'action de l'Intercomité du Marais obligeant le maire de Paris, les sociétés immobilières, la justice elle-même à reconnaître que l'occupation des logements vides par des familles mal-logées est un acte légitime». En effet, c'est la seule association qui s'oppose réellement aux expulsions et à la rénovation capitaliste dans le Marais. Cela lui vaut d'ailleurs toute la «tendresse» du PCF qui n'hésite pas à parler des gauchistes même s'il est bien obligé de lui coller ses élus à toutes les manifesta-

tions car «le quartier, c'est l'Interco !». C'est que le comité parisien ne parle pas seulement de relogement comme le font la plupart du temps les élus du PCF. «Nous voulons le relogement dans le quartier» dit-il «et pour cela il faut créer un véritable rapport de force.» «Nous, ce que nous remettons en cause, c'est la rénovation capitaliste et toute sa logique qui vide le centre de Paris de ses familles populaires».

CHIRAC, ON T'EXPULSERA !

Que faire maintenant ? Déjà au moment de l'ex-



Le relogement des expulsés

Alors que Yolande et sa famille, appuyées par l'Intercomité du Marais, exigent d'être relogées dans le quartier, on ne leur a proposé qu'un relogement dans le 13^e arrondissement, soi-disant refait. En fait, il est dans un état de délabrement avancé, où viennent nicher les pigeons. Cabanna, le représentant de la ville de Paris, devant le refus de Yolande, l'héberge à ses frais, avec sa famille, dans un hôtel du Marais, jusqu'au mardi 16 mai, jour où doit avoir lieu une nouvelle rencontre. Les autres expulsés sont eux aussi relogés dans de mauvaises conditions (logements plus petits), ou ne sont pas relogés...

pulsion des 5 familles en août, l'intervention massive des flics avait empêché toute action directe. Mais la persévérance de deux d'entre elles avait abouti à les reloger sur le quartier. — rue du pont Louis Philippe — tandis que les autres étaient «enfermées» dans les cités où le grillage fait le «bonheur» des gamins.

Vendredi matin, les habitants alertés au plus vite n'ont pas pu pénétrer dans l'immeuble. La porte était gardée par des flics. Le barrage policier ceinturait le quartier.

Aujourd'hui Yolande veut être relogée dans le quartier et elle se battra pour ça. «S'il faut occuper l'église ou l'Hôtel de ville, he bien j'irai !». Déjà une première manifestation a eu lieu dans le quartier. Vendredi soir ils étaient près d'une centaine à parcourir les petites rues pour informer toute la population des expulsions. Et tout le week-end ils l'ont passé à faire les marchés, les affiches pour alerter la population et lui demander de venir soutenir Yolande contre Cabanna, ami de Chirac, chargé de «régler les problèmes» de logement à Paris. En même temps, c'est certainement le premier coup d'une longue série. Et si Chirac n'a pas attendu le traditionnel mois des expulsions (août) c'est qu'il est décidé à montrer sa force et ses flics.

De nombreux cas d'expulsions sont à l'ordre du jour. L'hôtel meublé de la rue de Tourville (20^e), celui de l'avenue d'Italie dans le 13^e où la cinquantaine de travailleurs immigrés est en train de se constituer en amicale, le foyer Fondary

dans le 15^e, le 85/87 avenue d'Ivry qu'une trentaine de locataires occupent depuis plus de 6 mois... Et la liste est longue.

Dans chaque cas, la riposte passe par une action de masse comme dans le Marais. Le mythe des squatters armés de barres de fer et de casques venus nombreux se replier à Paris, vu le scandale des logements vides (90 000) a commencé à s'effriter dans le 14^e. Mais il est vrai que certains en ont assez de voir les occupants se faire expulser sans pouvoir réagir immédiatement. L'action de masse ? «Bien sûr, c'est ça qu'il faut, mais tu vois on est les seuls à se battre réellement, les partis de gauche font tout avec leurs élus pour décourager les gens, les déposséder de leur lutte. En fait ce qu'il faudrait, c'est ne plus attendre que les flics viennent mais attaquer avant pour arracher le droit au logement». Ces expulsions dans le Marais vont certainement raviver les discussions dans les comités parisiens qui en ont assez de voir Paris se chiraquiser jour après jour. Il faudra savoir répondre aux appels de l'Intercomité du Marais pour soutenir Yolande Saada et les autres expulsés.

Permanence de l'Intercomité du Marais, tous les samedis de 14 h à 18 h ; 7 rue des Lions St Paul - 4^e Paris, ou le mercredi à 20 h à la même adresse.

Jean JOLIN

(1) Tenez vous bien, cela fait 4 000 F la journée d'occupation !

Réunion publique

Pour faire le point par rapport à cette nouvelle agression de Chirac et consorts, pour envisager des mesures de riposte, l'Intercomité du Marais appelle à une réunion publique le mercredi 17 mai à 20 heures au 7 rue des Lions, Paris 4^e.

Passé à tabac pour avoir refusé de se soumettre à un contrôle de police

Passé à tabac parce qu'il a refusé de se soumettre à un contrôle de police, telle est la mésaventure dont a été victime Christian Hennion, spécialiste des «Flagrants délits» et auteur d'un livre sur ce sujet. Ceci est arrivé dans la nuit de jeudi à vendredi à Paris. Arrêté pour contrôle de papiers par des flics en ronde, Hennion refuse de présenter ses papiers et de descendre de voiture (comme la loi l'y autorise, étant passager et non con-

ducteur du véhicule). Frappé à coups de poings, jusqu'au sang, et traîné hors du véhicule par un flic furieux, Hennion est jeté dans un «panier à salade» où il est à nouveau battu et insulté. Au commissariat où il décline sa profession de journaliste (à *Libération*) il obtient d'être hospitalisé à la salle Cusco de l'Hôtel Dieu où il est soigné. Un médecin lui confiera : «Des gens abîmés comme vous on en voit sans arrêt. En ce moment les policiers

sont fous...» Ramené en cellule, Hennion peut entendre à sa surprise le témoignage d'un flic l'accusant de coups d'injures à la police ! A la suite de quoi Hennion est inculpé de «violence à agents» mais remis tout de même en liberté, compte tenu de l'évidence, et de sa profession.

Le commissaire tente de lui expliquer avant de le relâcher : «En somme vous avez été victime d'une bavure». Pour peu qu'on

puisse désigner sous ce nom des brutalités qui sont en réalité quotidiennes !

La cour d'appel de Grenoble vient de renforcer la peine prononcée par le tribunal correctionnel de Grenoble dans une affaire proche : un occupant de voiture qui avait refusé de présenter ses papiers et qui, après une bagarre, s'est vu condamner pour «violence à agents». Ayant fait appel de la décision de justice, il voit donc sa peine aggravée !

Une institutrice de Charente se suicide

Une institutrice de 23 ans, Françoise Bordelais, s'est donné la mort jeudi dernier, après qu'elle se soit fait réprimander sévèrement par un inspecteur primaire de l'Education nationale.

L'impolitesse de Groison, l'inspecteur, a éclaté lorsque Françoise lui a signalé que ses dossiers, qu'elle présentait pour une commission de passage d'élèves en sixième, étaient incomplets. «Vous vous foutez de ma gueule», ainsi que d'autres propos du même genre, ont eu raison de la persévérance de Françoise qui, avec son mari, avait réussi à maintenir la petite école de campagne de Reignac et à y amener les élèves, dispersés sur d'autres communes.

Les enseignants du CES de Barbezieux (où enseignait Françoise) feront grève jeudi prochain pour protester contre le «corporatisme» de l'Education nationale et «de tels actes d'autoritarisme érigés en principes».

Le nucléaire au quotidien

L'Etat, à grand renfort d'«experts» qui clament partout que le nucléaire n'est pas dangereux, veut nous imposer des centrales partout dans le pays. A Nogent-sur-Marne, à Gravelines dans le Nord, à Flamanville, au Pellerin, à Malville, les populations luttent contre ce programme nucléaire.

Quelle confiance peut-on faire au gouvernement quand on voit la catastrophe de l'*Amoco Cadiz* qui a détruit la faune et la flore de toute une région et ruine des centaines de marins et goémoniers ?

Le nucléaire est un danger méconnu et réel dans notre vie quotidienne, dans notre travail.

Des travailleurs de La Hague, de Saclay, des hôpitaux, du Centre de recherche EDF, de la Chimie et de la Métallurgie participeront au débat qui aura pour thème : «Le nucléaire au quotidien», après la projection du film «Condamnés à réussir»

LE JEUDI 18 MAI A 20 h 30
à la Salle des Fêtes de Villejuif

à l'initiative, entre autres, des sections syndicales CFTD de l'Institut G. Roussy de Villejuif, de l'EDF, du SGEN, du GSIEN et du CLISACT.

INTERNATIONAL

COMORES : Après la chute d'Ali Swalih

LA LUTTE CONTRE L'IMPERIALISME FRANÇAIS

La chute du régime d'Ali Swalih, renversé par un coup d'Etat militaire, de la même façon que Swalih lui-même, était arrivé au pouvoir en août 1975, donne lieu à d'abondants commentaires racistes et colonialistes de la presse et des médias. Citons en premier, Debré, député colonial de la Réunion, qui se permettait de flétrir «la dictature d'un tyranneau», a osé se féliciter de l'annexion de Mayotte en déclarant : «Le fait que le drapeau tricolore flotte sur Mayotte était pour l'ensemble des Comoriens le signe qu'il y avait là sécurité et liberté». Ainsi le colonialiste se permet de donner des leçons à un peuple encore victime des séquelles de l'impérialisme français. Il prétend dénoncer un régime anti-populaire qui a largement servi, grâce à la propagande faite autour de ses crimes, à

justifier la politique d'annexion de la France dans l'Océan Indien.

Présenté quasi-unanimement comme «socialiste», y compris par *l'Humanité* le régime d'Ali Swalih, est qualifié de «fasciste» par les patriotes de l'ASEC (Association des stagiaires et étudiants des Comores).

Il a été incapable de résoudre les problèmes des masses comoriennes, dont les conditions de vie se sont aggravées. Il n'a pratiquement pas remis en cause les intérêts des entreprises coloniales ; par contre ses prétendues campagnes politiques se sont toujours traduites par des mesures de répression contre les masses.

Mais la politique anti-populaire de ce régime ne peut en aucun cas servir à blanchir la politique d'annexion de l'impérialisme français. En décembre 1974, les Comoriens se

prononcent à 95 % en faveur de l'indépendance. Prenant prétexte des votes de la seule île de Mayotte, la France prétend, en s'appuyant sur quelques colons politiciens, annexer cette île. Sous prétexte de «respect des aspirations de la population», le gouvernement français veut en fait, garder une base militaire à l'entrée du Canal du Mozambique, voie de passage des pétroliers, d'une grande importance stratégique. En juillet 1975, le gouvernement des Comores déclare unilatéralement l'indépendance de l'archipel. La France coupe alors totalement les vivres aux Comores, retirant brusquement tous ses fonctionnaires et ses coopérateurs, pour désorganiser le pays, tandis qu'elle «peuple» Mayotte de légionnaires. Depuis, l'impérialisme français maintient sa politique de menaces et

de pressions contre les Comores, et continue à occuper Mayotte en défiant les décisions de l'ONU et de l'OUA.

Au début de cette année le gouvernement français a fait une campagne de propagande à propos de «réfugiés» comoriens «recueillis» par la marine française. Mais d'un autre côté, il menace les quinze mille Comoriens vivant en France : il leur refuse des papiers, pour ne leur laisser de choix qu'entre la nationalité Française et l'expulsion.

Quel que soit la nature du nouveau régime instauré par Said Atthoumami ancien ministre du président Abdallah, le peuple comorien trouvera à nouveau contre lui l'impérialisme français qui n'a jamais accepté son indépendance et sa souveraineté territoriale.

URSS : Procès d'Orlov à huis clos

LA DICTATURE REPRIME CLANDESTINEMENT

C'est à huis clos qu'a débuté lundi le procès du physicien Youri Orlov, fondateur du groupe moscovite de surveillance de l'application des accords d'Helsinki ; le KGB a empêché les journalistes étrangers, les sympathisants de la résistance au régime de Brejnev de pénétrer dans le tribunal.

Orlov avait été chassé de son travail dès 1973 pour avoir pris position en faveur de Sakharov. Il avait été arrêté en février 1977, et est donc resté plus d'un an au secret. Accusé de «diffamations envers l'Etat soviétique» et «d'agitation

et de propagande antisoviétique» Orlov risque une peine de sept ans de camp de travail. Il a refusé de participer à son procès si l'occasion ne lui était pas donnée d'expliquer publiquement les raisons de son action pour les droits de l'homme en URSS et il a fait plaider son avocat pour demander le non-lieu.

Orlov a participé en mai 1976 à la création du comité de surveillance de l'application des accords d'Helsinki. Cette organisation créée par plusieurs personnalités de la résistance avait pour but de servir des clauses des ac-

cords d'Helsinki sur les droits de l'Homme pour revendiquer devant l'opinion internationale les libertés démocratiques. Depuis, sur les onze membres fondateurs de Moscou, il n'en reste plus que deux en liberté. Tous les autres ont été soit arrêtés, soit contraints à émigrer.

Avec le procès d'Orlov doit commencer une nouvelle série de procès politiques : ceux de Guinzbourg et de Chtcharanski seraient imminents. Il s'agit d'une vague de répression grâce à laquelle par divers moyens (procès, expulsions, internements psy-

chiatiques) le régime de Brejnev espère décapiter l'opposition démocratique. Le KGB voudrait arriver à ce résultat avant les Jeux Olympiques de Moscou en 1980 qui peuvent fournir une tribune de dénonciation aux résistants. Brejnev est d'autant plus inquiet que des formes nouvelles de résistance celles des ouvriers ont acquis récemment une audience certaine avec l'appel du groupe pour un syndicat libre de Klebanov, lui-même interné dans un bain psychiatrique au début de l'année.

J.-P. C.

PCUK : devant le siège mercredi

Après les licenciements annoncés chez PCUK, à Yvours (296), à Paimbœuf (120), Aubervilliers (229)... la riposte s'organise : ce mercredi, lors d'un nouveau CCE, les ouvriers de ces usines se rendront en délégation au siège de PCUK à Paris.

Corse

Attentat politique contre le militant autonomiste corse Capretti : mille chèvres lui appartenant ont été égorgées. Le hangar où elles étaient a été incendié.

Parisien Libéré

Bellanger, président du Conseil d'Administration du *Parisien Libéré* est mort samedi. C'est lui qui avait signé en août dernier l'accord avec le syndicat du Livre. Sa disparition va accroître les contradictions entre les héritiers d'Amaury.

Opération régularisation de la circulation

La direction de la circulation a décidé de faire une expérience jusqu'au 9 juin pour régulariser le trafic routier à l'entrée de Paris. A l'entrée des bretelles d'autoroutes qui entourent la capitale, des feux tricolores doivent fonctionner de 6 h 30 à 9 h 30 à partir du 1/ mai et d'autres dispositions doivent être prises pour inciter les automobilistes à prendre les transports en commun. Si l'expérience s'avère positive, elle devrait être étendue à d'autres grandes villes.

Parents CORNEC

Au congrès de la Fédération Cornec des parents d'élèves, la direction s'est affirmée «détachée» de l'échec de la gauche en mars ; mais elle réclame «que de véritables négociations s'ouvrent» avec le nouveau ministre Beullac. La minorité, proche du PC, a gagné 4 % de voix.

NOUVELLES DE RFA

Après la visite de Brejnev

Sans aucun doute, la visite de Brejnev en RFA n'aura pas été «l'évènement de portée historique» tel que l'a caractérisé, lors d'un discours, le président allemand Walter Scheel. Les quatre jours pendant lesquels Brejnev s'est entretenu à plusieurs reprises avec Schmidt, où il a rencontré tous les leaders politiques de RFA : Scheel, Brandt, Strauss et Kohl, n'auront pour ainsi dire abouti à rien de nouveau, du moins publiquement. «Rien que des déclarations d'intention (...) sans résultats concrets». C'est ainsi que la presse bourgeoise libérale résume la visite, faisant mention du vide relatif de la déclaration commune, de l'absence de progrès dans la question de Berlin, du manque de précision en ce qui concerne les déclarations sur le désarmement en Europe.

Pourtant, l'absence de résultats concrets, si elle n'a en rien, et bien au contraire, réduit la marge de manœuvre soviétique, pourrait indiquer plutôt du côté ouest-allemand un recul sur certains points importants.

Sans pouvoir espérer réellement peser sur les décisions soviétiques, Schmidt comptait au moins éviter les concessions. Or, il a dû accepter que Brejnev fasse de sa visite une grande démonstration des aspirations soviétiques à la «détente» et à la paix, qu'il se lance à la télévision allemande pour propager sa politique de «détente», pour décrire en long et en large la «réalité démocratique et socialiste» en Union soviétique. Il a dû accepter également que Brejnev ne cède en rien dans la question de Berlin.

SUR BERLIN

En effet, des divergences importantes quant à l'interprétation de l'accord quadripartite (1) sur Berlin, et notamment du passage stipulant les «liens» entre la RFA et Berlin-ouest, se font jour depuis quelques années, l'Union soviétique s'opposant strictement à toute manifestation de «présence fédérale» à Berlin-Ouest, à toute tentative d'inclure cette ville dans les accords de la CEE ou d'y installer des organismes soit fédéraux, soit européens.

Bien que Schmidt ait tout fait pour éviter que le problème de Berlin ne devienne un obstacle pour les négociations germano-soviétiques, rappelant à l'ordre notamment le Ministère des Affaires étrangères qui avait fait diffuser dans la presse une déclaration de Gensher selon laquelle Berlin serait «le facteur le plus important actuellement qui perturbe la détente», rien n'a été obtenu. Seule la formule sur «la stricte observation et la pleine application» de l'accord quadripartite est reprise dans la déclaration commune. Quant aux trois accords germano-soviétiques sur les échanges culturels, la coopération technique et scientifique et l'aide judiciaire, accords dont la signature se heurte depuis 1973 au refus soviétique d'y inclure Berlin-ouest, ils ne sont toujours pas signés.

SUR LA «DÉTENTE»

C'est sans aucun doute au niveau de la «détente» et du désarmement que les concessions ouest-allemandes sont les plus nettes. Ainsi la déclaration commune signée par Schmidt et Brejnev à la fin de la visite, après avoir repris les termes habituels d'«efforts communs pour garantir la paix, promouvoir la détente et réaliser des progrès dans le désarmement et la limitation d'armement» précise notamment : «Les deux parties considèrent comme important que personne n'aspire à la supériorité militaire. Elles partent du point de vue que l'égalité et la parité approximatives sont suffisantes pour la Défense.»

«Approximatives», cela ne veut-il pas dire justement laisser les mains libres à l'URSS ? Ainsi, lorsqu'il s'agit par exemple des concentrations de forces conventionnelles en Europe, pour lesquelles l'URSS dispose d'une nette supériorité, mais dont elle n'admet qu'une réduction égale de part et d'autre, ce qui implique le maintien de cette supériorité.

SUR LA «COOPÉRATION» ÉCONOMIQUE

Reste l'accord-cadre sur la coopération économique de 25 ans, ce «fondement matériel solidement établi des relations bilatérales» comme cela est décrit dans la déclaration commune. Mais si ce contrat a été conclu avec le souci de présenter au moins un résultat concret à l'issue de la visite de Brejnev, (Brejnev avait déjà proposé un tel accord lors de sa dernière visite en 1973 et le gouvernement fédéral l'avait refusé à ce moment, voyant mal comment le remplir concrètement), il implique lui aussi une concession de Schmidt.

En effet, ainsi se trouve liée expressément à ce contrat la coopération avec accords de compensation, c'est-à-dire le paiement des livraisons allemandes à l'URSS par marchandises soviétiques (et non au comptant). Autrement dit, un type d'accord auquel les industriels ouest-allemands se sont fréquemment opposés.

(1) Accord URSS-USA-Grande Bretagne-France, signé en 1971.

VISITE DE HOUA KOUO FENG EN REPUBLIQUE POPULAIRE DEMOCRATIQUE DE COREE

● Houa Kouo-feng, président du Parti Communiste Chinois, a effectué au début de ce mois une visite en République populaire démocratique de Corée à l'invitation du président Kim Il Sung. Cette importante visite, la première que Houa Kouo-feng

Discours prononcé par Houa Kouo-feng

(extraits)

La victorieuse lutte armée anti-japonaise, organisée et dirigée par le camarade Kim Il Sung, a mis fin à la domination coloniale de l'impérialisme japonais, donne naissance à la République Populaire démocratique de Corée où le peuple a pris en mains son destin, et inaugure une ère nouvelle dans l'histoire de Corée.

Pendant la grande guerre pour la Libération de la patrie, le peuple coréen a combattu avec héroïsme et consenti sans hésitation aucune les plus grands sacrifices nationaux ; il a été le premier, après la seconde guerre mondiale, à vaincre l'impérialisme américain en brisant son agression armée d'envergure, défendant ainsi les acquis de sa révolution. Cette grandiose victoire a amené de profonds changements dans la situation internationale, elle constitue un important signe du déclin de l'impérialisme américain. Le peuple coréen a établi par là, pour les peuples révolutionnaires du monde, un brillant exemple montrant qu'un petit pays est à même de vaincre un pays fort. (...)

Nous nous réjouissons de constater qu'en un court laps de temps, sur les ruines causées par la guerre d'agression d'une cruauté inouïe de l'impérialisme américain, le peuple coréen, grâce à son propre labeur, a transformé son pays, comme par miracle, en un Etat

socialiste doté d'une base solide pour son économie nationale indépendante, d'un puissant système de défense du peuple tout entier et d'une splendide culture nationale (...).

Réaliser au plus tôt la réunification de la patrie est l'aspiration commune de tout le peuple coréen. Le gouvernement de la République populaire démocratique de Corée a déployé des efforts inlassables et formulé à plusieurs reprises des points de vue positifs et des propositions raisonnables en vue de la réalisation de la réunification indépendante et pacifique de la Corée. Mais, à cause des activités de sabotage et d'obstruction de l'impérialisme américain et de la clique Pak Jeung Hi, la Corée demeure jusqu'à ce jour divisée. Le parti communiste chinois, le gouvernement et le peuple de Chine soutiennent invariablement la cause sacrée de réunification de la patrie du peuple coréen. Nous sommes depuis toujours d'avis que le problème de la réunification de la Corée doit être réglé par le peuple coréen lui-même, et aucune force extérieure n'a le droit d'y intervenir. Le «commandement des troupes de l'ONU» doit être dissous immédiatement et les Etats-Unis doivent retirer de la Corée du Sud la totalité de leurs troupes d'agression et de leurs équipements militaires (...).

Italie : victoire de la D.C. aux élections partielles

Les élections municipales partielles de ce week-end mettaient en jeu 10 % de l'électorat italien, mais réparti dans l'ensemble du pays. Elles avaient donc valeur de test après l'affaire Moro. Il semble que la période de tension profite pleinement à la démocratie chrétienne. En effet, celle-ci gagne, dans plusieurs circonscriptions, de 6 à 7 % des voix, tandis que le PCI enregistre une baisse sensible. La politique de défense inconditionnelle de l'Etat bourgeois a sans doute fait perdre au parti de Berlinguer des voix de travailleurs sans qu'il en gagne à droite.

Achetez le Quotidien du Peuple tous les jours dans le même kiosque

fasse à l'étranger, a permis de rappeler les liens étroits établis dans la lutte par les peuples coréen et chinois, et de resserrer ces liens.

Nous publions des extraits des discours faits à cette occasion par Houa Kouo-feng et Kim Il Sung :

Discours prononcé par Kim Il Sung

(extraits)

Les deux pays, Corée et Chine, sont des voisins reliés par des montagnes et des fleuves ; le peuple coréen et le peuple chinois sont des compagnons d'armes révolutionnaires et des frères de classe et intimes ; depuis longtemps ils unissent leurs destins et partagent la vie et la mort sur la même voie de leur dure lutte pour la Libération nationale, l'émancipation de classe, la révolution socialiste et l'édification socialiste.

Reposant sur le marxisme-léninisme et l'internationalisme prolétarien, l'amitié coréo-chinoise est une amitié militante, solide et pleine de vitalité, parce qu'elle a été scellée par le sang dans la lutte contre les agresseurs impérialistes ; c'est aussi une amitié invincible et éternelle ayant surmonté toutes les épreuves de l'histoire.

L'intimité entre les dirigeants des deux pays est d'une importance toute particulière dans l'approfondissement de l'amitié militante entre les peuples coréens et chinois. (...)

C'est en ayant pour grand leader le camarade Mao Tsé-toung que le peuple chinois a pu sortir vainqueur de sa longue et dure lutte révolutionnaire et transformer la Chine arriérée en Chine nouvelle, socialiste, et opérer un changement radical de sa situation historique.

La victoire de la révolution chinoise, puis le renforcement et le développement de la Chine nouvelle, socialiste, ont exercé une grande influence sur le changement, en faveur de la révolution, des rapports de forces en Asie et dans le monde.

La cause révolutionnaire chinoise amorcée par le camarade Mao Tsé-toung est aujourd'hui continuée d'une manière admirable par le parti communiste chinois avec à sa tête le camarade Houa Kouo-feng.

Aujourd'hui, la situation internationale générale évolue toujours à l'avantage de la révolution. Les forces socialistes grandissent et la lutte des peuples pour la souveraineté, l'indépendance et l'édification d'une société nouvelle se renforce avec les jours.

Mais, le processus des changements révolutionnaires dans le monde, n'est point comme sur des roulettes.

Dans l'arène mondiale, une lutte acharnée et incessante se déroule entre les forces révolutionnaires et les forces contre-révolutionnaires.

entre les peuples de tous les pays défendant l'indépendance et les forces d'agression impérialistes.

Les forces impérialistes, afin de conserver leur ancienne position dominante, d'asservir et de piller de nouveau les pays indépendants, ont recours aux différents complots et intrigues tout en exerçant la répression par la force des armes. En particulier, les impérialistes et les autres forces dominationnistes se disputent avec acharnement pour aliéner et scinder les pays du Tiers Monde et les placer sous leur empire et complètent parfaitement en vue de disloquer les forces révolutionnaires mondiales y compris le mouvement non-aligné.

Vu la situation actuelle, il est impératif pour les pays des nouvelles forces montantes et les pays non-alignés de former un front uni contre les forces impérialistes, colonialistes, néo-colonialistes et dominationnistes, et de renforcer la lutte commune pour repousser leurs machinations de division, de ségrégation et de conquête. Les pays non-alignés et les pays du Tiers Monde ne doivent pas se laisser entraîner dans les disputes des forces d'agression étrangères visant à gagner des sphères d'influence et ils doivent empêcher par une action unanime, les forces impérialistes colonialistes et dominationnistes de mettre leurs pieds en Asie, en Afrique et en Amérique Latine.

C'est seulement par la défense de leur unité que les pays non-alignés peuvent étendre et développer le mouvement de non-alignement, grande puissance révolutionnaire anti-impérialiste de notre époque, et édifier avec succès un monde nouveau, indépendant et prospère.

VENTES D'ARMES AMÉRICAINES

Le Sénat américain a finalement accepté la proposition de Carter de vendre des armes à Israël, mais aussi à l'Égypte et à l'Arabie Saoudite, en dépit des pressions du lobby pro-sioniste aux USA.

PROGRAMME TÉLÉ

Mardi 16 mai

TF 1

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Eh bien, raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Les grandes heures de la Coupe du monde
21 h 30 - Arouapeka. Variétés.
22 h 30 - Pleine page
23 h 30 - Journal

A 2

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Top club
20 h 00 - Journal
20 h 35 - Lacombe Lucien
23 h 50 - Journal

FR 3

19 h 40 - Tribune libre : Citoyens du monde
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Meurtre au galop : film anglais de George Pollock
21 h 50 - Journal

Mercredi 17 mai

TF 1

18 h 55 - Le village englouti. Feuilleton.
19 h 15 - Une minute pour les femmes.
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Eh bien raconte
19 h 55 - Tirage du loto
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Madame Ex.
21 h 50 - Titre courant.
22 h 10 - Des idées et des hommes : Auguste Comte.
23 h 00 - Journal et fin.

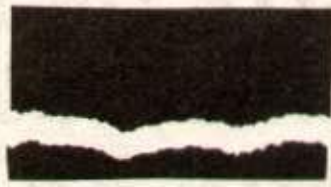
A 2

18 h 25 - Dessins animés.
18 h 40 - C'est la vie.
18 h 55 - Des chiffres, des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Top club.
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Septième avenue.
21 h 25 - Question de temps : football et société.
22 h 25 - Festival de Cannes.
22 h 40 - Journal et fin

FR 3

19 h 05 - Télévision régionale
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre : le CNPF
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures.
20 h 30 - Il pleut dans mon village. Film yougoslave
21 h 45 - Journal
22 h 00 - Ciné regards : Hollywood USA
22 h 30 - Fin

Catherine Erhel
Catherine Leguay



Prisonnières

Voix de femmes/Stock 2

Si la condition pénitentiaire masculine commence à être mieux connue notamment depuis les révoltes de détenus en 1974 dans quarante-cinq prisons, rien ou presque n'a filtré des prisons de femmes. Au silence, imposé dans les prisons, succède, après la libération, un autre silence pour qu'on ne sache pas, qu'on ne sache rien, jamais.

C'est pour briser ce mur du silence que les deux auteurs, qui ont elles-mêmes

connu la prison ont écrit un «livre témoignage, expression collective de femmes qu'un même passé réunit : la prison. De femmes qui ont fréquenté ces mêmes prisons comme éducatrices...»

Des femmes racontent leurs années de détention à la Centrale de Rennes, dans les Maisons d'Arrêt de Fleury-Mérogis-Femmes, de Loos-les-Lille, de Lyon... et aussi les années qu'elles ont vécues avant, avant le délit et la prison.

«Magazine» : l'Escargot Folk ?

Au sommaire du numéro de mai, un dossier «Danse» et parmi les autres articles un conte québécois, en prolongement du dossier «Contes et conteurs» paru dans le numéro d'avril
L'escargot folk, 43 rue Léon Frot. 5 011 Paris
N° 54, mai : 6 F

De nouvelles publications du planning familial

Un ouvrage fait le point sur l'ensemble des questions relatives à l'avortement :

«Les interruptions de grossesses - Colloque international organisé par le MFPP» est la retranscription intégrale des interventions et des débats d'un colloque international organisé à l'UNESCO par le MFPP en février 1978.

Une cassette sur «La contraception» Dans un dialogue vivant et simple un jeune couple s'informe, une animatrice du MFPP lui répond.

La contraception (3 F) brochure d'usage pratique

dans laquelle le planning n'a pas hésité à donner une information complète et critique de tous les contraceptifs existants actuellement en France.

«Apprenons à faire l'amour» (5 F) «Nous ne nous rangeons jamais dans le camp de ceux qui voient dans la sexualité le seul acte sexuel, et dans l'acte sexuel, si raffiné soit-il, le moyen de se récupérer d'une vie abrutissante de labeur, d'ennui, de solitude et de dépossession de soi» (Extrait de la préface).

MFPP 2 rue des Colonnes Paris 2^e

téléphonez
au
quotidien
636 73 76



Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Et l'acier fut trempé

129^e épisode,

Deux villages assistent aux obsèques de Gri-choutka. Les assassins sont arrêtés et vont être jugés. Kortchaguine vient de recevoir un pli urgent, il est appelé pour une nouvelle tâche...

Ils ne l'ont pas laissé parler, faisant du bruit avec leurs chaises et poussant des cris. Indignés par ces mœurs de voyous, les membres de la cellule ont exigé que Kortchaguine puisse se faire entendre. Mais, dès qu'il a repris la parole, l'obstruction s'est de nouveau déchaînée, Pavel leur cria : « Elle est belle votre démocratie ! Je parlerai quand même ! » Alors, ils l'ont empoigné à plusieurs et ont essayé de l'arracher de la tribune. Ça a été terrible. Pavel se débattait et continuait à parler, mais on l'a traîné hors de la scène et jeté dans l'escalier par une porte latérale. Une canaille lui a mis le visage en sang. Presque toute la cellule a quitté la réunion. Cet incident a ouvert les yeux à beaucoup...

Talia descendit de la tribune.

Depuis deux mois, Ségal était responsable du service d'agitation et de propagande du comité

(Extraits)

Nicolas OSTROVSKI

provincial du Parti. Il était au présidium avec Tokarev et écoutait attentivement les interventions des délégués. Jusqu'à présent n'étaient intervenus que des jeunes, qui faisaient encore partie du Komsomol.

« Comme ils ont mûri pendant ces années ! » pensait Ségal.

— L'opposition a déjà chaud, dit-il à Tokarev, l'artillerie lourde n'est pas encore entrée en action : ce sont les jeunes qui écrasent les trotskistes.

Toufta bondit à la tribune. Son apparition suscita dans la salle un brouhaha de réprobation et un bref éclat de rire. Il se tourna vers le présidium, voulant protester contre un tel accueil, mais déjà le calme était rétabli.

— Quelqu'un ici m'a traité de météorologiste. C'est donc ainsi, camarades de la majorité, que vous ridiculisez mes opinions politiques ! lâcha-t-il d'un seul élan.

Un rire unanime lui répondit. Il montra la salle au présidium.

— Riez tant que vous vous voudrez, mais je répéterai une fois de plus que la jeunesse est un baromètre. Lénine l'a écrit plus d'une fois.

Le silence s'établit aussitôt.

— Qu'est-ce qu'il a écrit ? cria-t-on de la salle. Toufta s'anima.

— A la veille de l'insurrection d'Octobre, Lénine donnait pour directive de rassembler les éléments

les plus résolus de la jeunesse ouvrière, de les armer et de les lancer avec les matelots aux endroits les plus décisifs. Voulez-vous que je vous cite le passage exactement ? J'ai mis en fiches toutes les citations.

Et il se mit à fouiller dans sa serviette.

— Ça va, on le sait !

— Et ce que Lénine a dit sur l'unité ?

— Et sur la discipline dans le Parti ?

— Où Lénine a-t-il opposé la jeunesse à la vieille garde ?

Toufta perdit le fil et changea de thème.

— Lagoutina nous a lu une lettre d'Iourénéva. Nous ne pouvons pas répondre de certaines anomalies de la discussion.

Tsvétaïev, assis à côté de Choumski, chuchota rageusement :

— Il est vraiment fort pour mettre les pieds dans le plat !

Choumski lui répondit, également à mi-voix :

— Oui ! Cet imbécile va nous couler définitivement.

La voix pointue, criarde, de Toufta continuait à vriller les oreilles.

— Puisque vous avez organisé une fraction majoritaire, nous sommes en droit d'organiser une fraction minoritaire.

Ces mots déchaînèrent la tempête.

Toufta fut assourdi par une grêle d'exclamations indignées :

— Qu'est-ce que ça veut dire ? On va revenir aux bolchéviks et aux menchéviks ?

(à suivre)

Zaire NOUVELLE ATTAQUE CONTRE LE SHABA

4 000 soldats du Front de Libération national du Congo, sont entrés à partir de la Zambie dans la province du Shaba, au sud du Zaire et ont attaqué le plus important centre minier du pays, Kolwezi dont la chute paraissait confirmée mardi matin, ainsi que celle de la ville de Mutshasha. Selon les agences de presse, des Cubains participeraient aux combats. Les troupes du FLNC paraissent selon des rumeurs portées par les milieux diplomatiques se diriger vers la troisième ville importante de la province, Lumumbashi, où se trouve la base aérienne de Kamina abritant 12 Mirage F 5 destinés à la protection de la région.

LE SHABA, UN ENJEU ÉLEVÉ

La province de Shaba, appelée autrefois Katanga, était particulièrement bien défendue, à la mesure des possibilités du régime Mobutu : une unité d'élite de 8 500 hommes aidés de

coopérants « techniques » militaires français avait été constituée sous le nom de Brigade Kanayola. 2 000 hommes ont été envoyés en renfort. Elle remplaçait l'armée qui s'est effondrée en 1977 lors de la première offensive. La province de Shaba est la plus riche du Zaire et la plus mise en valeur : 10 % du cuivre extrait dans le monde l'est ici. Pour un pays au bord de la banqueroute depuis plusieurs années, c'est une région vitale. Mais au-delà de cet enjeu, le régime Mobutu voit son existence même menacée : une défaite au Shaba, le conduirait presque inéluctablement à l'effondrement.

Une révolte permanente couve au Shaba contre le pouvoir central de Kinshasa, qui a écrasé dans le sang toute revendication d'autonomie. Cette situation se retrouve dans d'autres régions notamment dans l'Est du pays et se prolonge aujourd'hui par un mécontentement généralisé contre les prix, le chômage, la corruption que le

régime a porté au plus haut degré. Les exilés politiques qui ont fuit les exactions de Mobutu, en Zambie, au Rwanda, au Burundi, en Angola où ils étaient les plus nombreux, ils se sont constitués en force militaire coloniale portugaise, commandées par le général M'Bumba, actuel président du FLNC. Lors de la guerre civile en Angola, ils furent intégrés au MPLA et prirent le contrôle d'une partie du Nord du pays, d'où furent lancés les attaques de 1977.

LA MAIN SOVIÉTIQUE

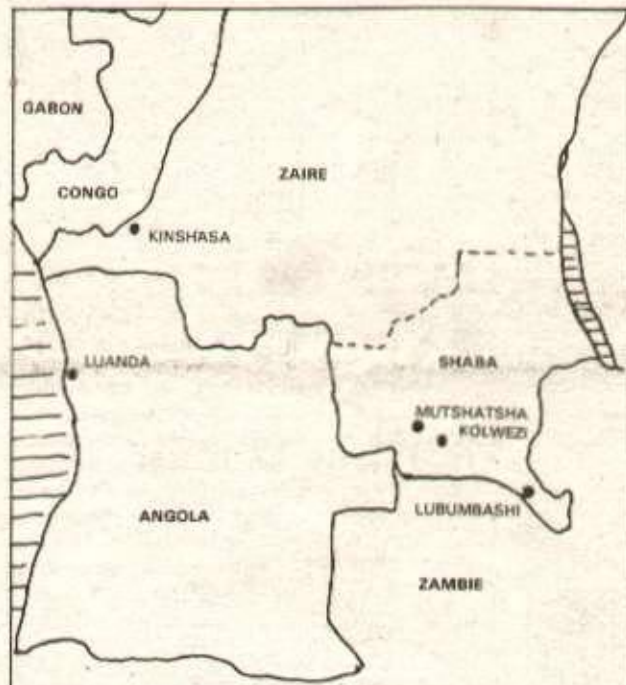
Leurs forces sont estimées à 12 000 actuellement.

L'organisation, l'entraînement et l'armement de ces troupes est directement entre les mains des Soviétiques et des forces cubaines qui stationnent en Angola. Moscou a trouvé sur place en Angola, une force qui peut lui permettre de partir à la conquête du Zaire : une armée bien entraînée, con-

naissant parfaitement le pays, composée d'exilés révoltés par le régime. Il suffit pour Moscou de contrôler leurs actions, de s'assurer un contrôle politique sur les chefs.

LA RÉPÉTITION DE L'OPÉRATION DE 1977

L'opération de 1977 apparaît aujourd'hui comme une simple répétition : une force de seulement 800 hommes étaient intervenues attaquant à partir de l'Est de la province, étirant ses liaisons sur 300 kilomètres. Militairement une telle attaque ne pouvait être un succès total. Aussi l'attaque actuelle a-t-elle frappé massivement, 4 000 hommes et directement sur Kolwezi, la principale ville. Le FLNC paraît vouloir exploiter à fond les leçons politiques de l'offensive de 1977 : les forces zairoises ont une faible capacité combattive. Au prix de purges sanglantes Mobutu est à peine parvenu à rétablir une cohésion dans son régime qui n'a pu



se maintenir en vie que par l'intervention de l'armée marocaine, bénéficiant de l'appui logistique français. Avec 800 hommes, il avait obligé Mobutu à se trouver une armée de remplacement. Avec 4 000 hommes et Kolwezi pris, les enchères

ont singulièrement monté. Les pays occidentaux, et d'abord la France devront y regarder à plusieurs fois avant de répondre à l'appel de Mobutu lancé dès dimanche.

Grégoire CARRAT

Conférence de presse de l'OLP à Paris

À l'occasion du 30^e anniversaire de la création de l'Etat sioniste, l'OLP a tenu une conférence de presse à Paris. Ezzedine Kalak (représentant en France de l'OLP) a rappelé en introduction ce que signifiaient ces 30 années pour le peuple palestinien et a souligné : « Si nous sommes réunis aujourd'hui, c'est pour rappeler que ces 30 ans ont été pleins d'épreuves et de conflits. Ce ne sera pas un regard trompeur, truqué d'images et de mensonges comme l'Etat sioniste a voulu le montrer après avoir commis l'agression sanglante au Sud-Liban, sans oublier d'employer les bombes à fragmentation contre la population civile. Ainsi 200 000 réfugiés palestiniens et libanais se sont ajoutés aux millions de réfugiés des guerres précédentes, en plus des destructions massives des villages libanais

et des camps de réfugiés palestiniens. prêts à se satisfaire d'un Etat palestinien sur toute parcelle du territoire palestinien libéré ou récupéré. Où créer cet Etat palestinien ? Et si cet Etat palestinien était créé, est-ce que les Palestiniens accepteraient de vivre en bonne entente avec les Israéliens ? », Ezzedine Kalak répond : « La 2^e session du Conseil National Palestinien a adopté ce programme d'établissement d'un Etat palestinien indépendant sur toute parcelle de la Palestine libérée ou évacuée, ce n'est donc pas simplement l'avis d'un représentant de l'OLP, c'est la décision souveraine du Parlement palestinien. En ce qui concerne les frontières de cet Etat, nul aujourd'hui ne peut dire où elles se trouveront. Quel que soit l'endroit de la Palestine libérée ou évacuée, nous sommes pour la constitution d'un Etat palestinien indépendant à cet endroit. Nous avons traité tout à l'heure de la lutte qu'a menée le peuple palestinien contre le fait israélien pendant les 30 dernières années, car Israël est basé sur l'injustice infligée au peuple palestinien, et pour cela le peuple palestinien

continuera à lutter fermement et sans hésitation contre cette injustice. Aujourd'hui, l'Etat d'Israël occupe la totalité de la Palestine, d'autres territoires comme le Sinaï, le Golan et une partie du Sud-Liban. Comment peut-on imaginer une co-existence avec une telle agression, un tel expansionnisme ? Au contraire, nous allons mener la lutte contre cette agression. »

«Seule la continuité de notre lutte peut isoler Israël sur le plan international»

internationales, aux Nations Unies par exemple, Israël a été condamnée des dizaines et des dizaines de fois pour son agression contre les pays arabes, les peuples arabes, et notamment pour sa négation totale de l'existence du peuple palestinien. Moi-même j'ai pris part plusieurs fois aux délégations de l'OLP aux Nations Unies. Je vous assure que sur presque tous les problèmes, l'Etat d'Israël était isolé. L'initiative du Président Sadate a plutôt affaibli les rangs arabes qu'isolé l'Etat d'Israël.

Quand les dirigeants israéliens ont décidé de perpétrer leur agression contre le Sud-Liban, le lendemain même il y a eu une contestation dans la population israélienne, des manifestations spontanées qui n'ont rien à voir avec le Président Sadate. L'origine de ce mécontentement, de cette contestation à l'intérieur, c'est que l'Etat d'Israël a engagé une invasion avec 60 avions F 15, F 16, des Phantoms, des vedettes pour bombarder les camps de réfugiés et les villages libanais, des bombes à fragmentation. Tout cela contre des milliers de résistants palestiniens et libanais, avec quel résultat ? Nos forces sont restées intactes. Il y avait un mécontentement à l'intérieur de l'Etat d'Israël parce que la lutte du peuple palestinien continuait et obligeait le monde entier, y compris à l'intérieur d'Israël, à dire qu'il y a quelque chose qui ne va pas. Donc, c'est la continuité de la lutte du peuple palestinien et des peuples

arabes qui représente le facteur principal dans l'isolement d'Israël au niveau international. » Ezzedine Kalak conclut en déclarant : « Je rappelle que l'Etat d'Israël est né non seulement d'une décision du partage de la Palestine formulée par une résolution de l'Assemblée Générale des Nations Unies le 29 novembre 1947, mais également par la complicité entre le mouvement sioniste et l'impérialisme et les forces colonialistes dans le monde. Ce n'est pas par hasard si le colonialisme britannique a aidé le mouvement sioniste à s'installer chez nous, qu'il a étouffé toutes les révoltes et les manifestations de résistance de notre peuple. Plus tard, après la 2^{ème} Guerre mondiale, ce rôle est revenu à l'impérialisme américain qui aide toujours l'Etat d'Israël. Pour le peuple palestinien, nous ne voulons en aucune façon apporter une solution chauvine ou colonialiste à la question, nous ne voulons jeter personne à la mer comme nous avons été jetés dans le désert et ailleurs. Nous voulons que tous restent là où ils sont, mais que le peuple palestinien puisse rentrer chez lui pour vivre digne et en souveraineté. C'est là l'effort que fait le peuple palestinien pour la paix, la sécurité et la justice internationale. Mais j'ajoute qu'il ne faut pas confondre cette volonté de paix et de justice avec la capitulation. Le peuple palestinien, comme les peuples arabes, comme les peuples du monde entier, ne capitulera pas devant l'agression et le racisme. »

« Nous dites que le peuple palestinien peut isoler Israël sur le plan international. »

Faisant le bilan des pourparlers israélo-égyptiens, le représentant de l'OLP a déclaré : « Il faut peut-être se rappeler ce qu'a dit il y a deux jours le chef d'état-major de l'armée israélienne : « Pour mieux assurer la sécurité d'Israël, il faut contrôler le Golan, la Cisjordanie et Gaza ». Il a même ajouté que « la souveraineté du Sinaï entrave la sécurité d'Israël ». Et quand les journalistes lui ont demandé s'il faisait allusion aux pourparlers israélo-égyptiens, il a dit oui. Voilà la réponse des dirigeants et des militaires israéliens à l'initiative du Président Sadate. Evidemment, les USA appuient fermement la thèse israélienne, nous

avons vu dans les atterrissements et les tergiversations du Président Carter. Pour nous, l'initiative du Président Sadate est un échec et il faut le dire publiquement aujourd'hui pour ne pas tromper les peuples arabes. » Répondant à la question : « Vous dites que l'initiative du Président Sadate a été un échec sur le terrain. Est-ce que vous ne pensez pas que cette initiative a été, disons positive au niveau de l'opinion internationale en ce qui concerne les pays arabes ? », Ezzedine Kalak a noté : « J'ai entendu plusieurs personnes dire que cette initiative a eu des effets positifs en Occident, et notamment en ce qui concerne l'opinion américaine. Mais à quoi ça sert de gagner l'opinion internationale pour se perdre soi-même ? » Puis à un journaliste tendant à montrer que l'initiative de Sadate aurait contribué à l'isolement d'Israël et à ses difficultés, le représentant à Paris de l'OLP répond clairement : « Non, l'isolement d'Israël ne date pas seulement de l'initiative du Président Sadate. Dans les instances